Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mercredi 25 juin 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°664 ■

HYDROCARBURES

Tebboune reçoit une délégation de la société américaine Chevron

P 16

UNE FEUILLE DE ROUTE AMBITIEUSE EST MISE EN PLACE

Sonatrach veut réduire les gaz torchés à 1 %

Des efforts importants sont consentis par le groupe pétro-gazier Sonatrach pour la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques. En effet, une feuille de route ambitieuse, visant à réduire les gaz torchés à 1 % d'ici 2030, a été élaborée par la compagnie nationale des hydrocarbures, a fait savoir son PDG, Rachid Hachichi, à l'ouverture de la 12e édition des Journées scientifiques et techniques de Sonatrach (JST-12) à Oran. P 3

CAMPAGNE DE RÉCOLTE DU LIÈGE 2025

Vers la production de 60 000 quintaux

Sous le signe de la valorisation durable des ressources forestières, l'Algérie donne le coup d'envoi à la campagne nationale de récolte du liège pour la saison 2025. Cette année, les prévisions tablent sur une récolte d'environ 60 000 quintaux, un chiffre jugé encore modeste au regard du potentiel réel que recèlent les forêts algériennes. Pour les spécialistes, cette campagne est bien plus qu'une opération de cueillette : elle s'inscrit dans une dynamique économique, environnementale et sociale de long terme.

P 2

FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER

La compétitivité du produit algérien en ligne de mire

Le dernier rapport de la Banque mondiale sur la situation économique de l'Algérie au printemps 2025 met en évidence une forte croissance économique ainsi qu'un recul de l'inflation en 2024. Si tous les indicateurs sont au vert, le rapport souligne néanmoins la nécessité de renforcer la productivité dans les secteurs clés, afin de soutenir une croissance plus durable et de mieux faire face aux risques extérieurs. C'est également la vision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a appelé à renforcer davantage la compétitivité du produit national, en mettant les besoins du marché intérieur au centre des priorités économiques.

P 5

PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ

Un levier incontournable, selon un expert

Alors que l'Algérie s'engage résolument dans la voie de la relance économique et de la diversification de ses sources de croissance, le partenariat public-privé (PPP) se confirme comme un mécanisme stratégique essentiel pour accélérer le développement industriel et attirer les investissements. C'est ce qu'a affirmé Ahmed El Hidouci, professeur en sciences économiques et analyste reconnu, lors de son intervention sur la « Chaîne I » de la radio nationale.

P 3

NOUVELLE BANQUE DE DÉVELOPPEMENT

Souscription de l'Algérie au capital à concurrence de 6140 actions P 4

FORUM ÉCONOMIQUE ALGÉRO-OMANAIS

Vers un partenariat stratégique et durable P 5

FORUM ARABE POUR L'ÉGALITÉ

L'Algérie réaffirme son engagement en faveur de la justice sociale P 16

ASSURANCE AUTOMOBILE

Plus de 22 milliards DA collectés en 3 mois

Par M A.

Le marché algérien des assurances affiche des performances solides en ce début d'année 2025, porté notamment par la dynamique de l'assurance automobile. Selon la note de conjoncture du Conseil national des assurances (CNA), publiée en juin, le secteur a enregistré une croissance de 13,3 % au premier trimestre, confirmant ainsi la relance amorcée fin 2024.

Avec un chiffre d'affaires global de 56,9 milliards de dinars de janvier à mars, contre 48,4 milliards durant la même période l'an dernier, les assurances en Algérie reprennent clairement leur souffle. Cette performance traduit, selon le CNA, « une évolution commerciale soutenue » et une meilleure structuration du marché. Au cœur de cette reprise, l'assurance automobile se distingue particulièrement avec un chiffre d'affaires de 22,6 milliards DA, représentant 48,2 % de l'activité de la branche dommages. Elle enregistre ainsi une progression de 5 % par rapport au premier trimestre 2024. Ce poids économique en fait la branche la plus importante du marché national. Bien que sa croissance soit jugée « modérée », elle s'inscrit dans une tendance stable, grâce à la montée en gamme des produits, la valorisation des garanties proposées et un réajustement tarifaire progressif. Cependant, le nombre de contrats souscrits connaît une évolution plus timide, une tendance que le CNA explique par « une rationalisation des portefeuilles » et une croissance limitée des nouvelles souscriptions, en lien avec un certain attentisme du marché.

Sur le plan des indemnisations, les sociétés d'assurance ont versé près de 16 milliards DA de remboursements durant cette période, avec plus de 88 % de ces montants imputés à la branche dommages, dont une grande partie provient des sinistres automobiles. Parallèlement, le volume des sinistres déclarés atteint 20,6 milliards DA, et 499 000 dossiers ont été enregistrés, soit une hausse notable de 14,9 % en volume. Ces chiffres confirment une fréquence accrue des événements assurés. Plus largement, les assurances de dommages continuent de dominer le marché, avec un chiffre d'affaires de 46,7 milliards DA, soit 82 % du total du marché, et une augmentation de 14,8 % par rapport à l'année précédente. Les autres branches, telles que l'incendie, les risques industriels ou encore l'assurance agricole, progressent également. De leur côté, les assurances de personnes atteignent 6,5 milliards DA, marquant une progression de 8,5 %. Cette évolution reflète, selon le CNA, « un intérêt accru pour la protection en matière de santé et de prévoyance », un phénomène porté par la bancassurance et les habitudes post-pandémiques.

CAMPAGNE DE RÉCOLTE DU LIÈGE 2025

Vers la production de 60 000 quintaux

Sous le signe de la valorisation durable des ressources forestières, l'Algérie donne le coup d'envoi à la campagne nationale de récolte du liège pour la saison 2025. Cette année, les prévisions tablent sur une récolte d'environ 60 000 quintaux, un chiffre jugé encore modeste au regard du potentiel réel que recèlent les forêts algériennes. Pour les spécialistes, cette campagne est bien plus qu'une opération de cueillette : elle s'inscrit dans une dynamique économique, environnementale et sociale de long terme.

Par Mourad A.

Intervenant à la télévision algérienne, Mohamed Himrane, expert en économie forestière, a expliqué que le liège n'est pas une simple écorce. C'est une matière première stratégique qui entre dans des secteurs industriels variés comme l'isolation, l'automobile, l'aéronautique ou encore l'agroalimentaire. L'Algérie occupe actuellement la troisième place mondiale en termes de superficie et de production de liège. Pourtant, les années passées ont vu une baisse significative du rendement, notamment en raison des incendies répétés, de l'absence de reboisement structuré et d'une gestion insuffisante des écosystèmes forestiers. Une part importante des surfaces forestières (35 à 40 %) a été perdue, selon les estimations.

Pour y remédier, l'État a engagé un plan de réhabilitation dès 1999, touchant plus d'un million d'hectares, dont 24 % consacrés au chêne-liège. Plus récemment, en 2021, un nouveau projet pilote a été lancé dans trois zones tests : Jijel, Béjaïa et Tlemcen. Ces régions permettent d'évaluer les différents niveaux de dégradation et d'adapter les stratégies de régénération. « Nous avons les terres, les conditions climatiques et le savoir-faire. Il ne nous manque que l'organisation et la volonté d'investir durablement », a souligné M. Himrane, appelant à intégrer pleinement la forêt dans la stratégie économique nationale.

Au-delà de son poids économique, le liège joue un rôle fondamental dans la protection de l'environnement. Les forêts de chêne-liège participent à la préservation de la biodiversité, à la lutte contre l'érosion des sols et à la régulation du cycle hydrologique. Elles constituent également un rempart naturel face aux changements climatiques. Sur le plan social, la valorisation du liège peut devenir un levier puissant pour créer de l'emploi, notamment dans les zones rurales, et freiner l'exode rural. Des projets de coopératives locales, y compris féminines, sont déjà en cours dans certaines régions pour exploiter non seulement le liège, mais aussi d'autres ressources issues de ces forêts : caroube, romarin, plantes médicinales et huiles essentielles.

Un appel à l'investissement durable

Malgré ses multiples atouts, l'exploitation du liège reste perçue comme un investissement à long terme, ce qui freine certains opérateurs. La rentabilité d'un chêne-liège n'est atteinte qu'au bout de 20 à 25 ans. Mais les experts insistent sur les bénéfices durables. « L'investissement dans la forêt est l'un des plus sûrs. Les risques sont limités, à part ceux liés au climat. Et contrairement à d'autres secteurs, il assure une rentabilité continue, tout en s'intégrant parfaitement dans les objectifs de développement durable », a affirmé M. Himrane. L'expert a plaidé pour une approche intégrée associant agriculture et sylviculture, un modèle déjà appliqué avec succès dans des pays comme l'Espagne ou la Chine. Cette stratégie permettrait une surveillance régulière des forêts, une meilleure productivité et un renforcement de la filière de transformation locale, essentielle pour ajouter de la valeur avant l'exportation.

Avec la tendance mondiale vers les produits naturels, écologiques et durables, le liège algérien a toutes les cartes en main pour s'imposer sur les marchés extérieurs. La clé réside dans la création d'une véritable chaîne de valeur, allant de la récolte à la transformation, en passant par la formation, la recherche et l'encadrement des investisseurs.

En attendant, la campagne 2025 débute avec l'ambition de replacer le liège au cœur des priorités économiques nationales. Si les 60 000 quintaux annoncés peuvent sembler peu, ils marquent surtout le début d'une relance structurelle. « C'est une richesse que nous devons protéger, exploiter intelligemment et transmettre aux générations futures », a conclu l'expert.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS L'A SOULIGNÉ

« Les pays de la route transsaharienne unanimes sur le projet du corridor économique»

Par R E.

La 76e réunion du Comité de liaison de la route transsaharienne (CLRT), tenue hier à Alger, reflète la volonté de tous les pays traversés par cette infrastructure à atteindre l'objectif de création d'un corridor économique le long de cette route, a souligné le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh. "La première des choses qu'on peut retenir à travers cette rencontre, c'est la disponibilité des pays de la transsaharienne à continuer à œuvrer pour atteindre les objectifs du comité. Ils ont marqué leur présence, quelle que soit la conjoncture. Ils ont marqué leur intérêt pour le projet de corridor économique", a déclaré M. Rekhroukh, à l'APS, en marge des travaux de cette réunion. Conçu dans une logique d'intégration économique continentale, le projet de corridor vise à valoriser la transsaharienne, via la facilitation du transit, du transport, du commerce et la génération d'investissements.

La réunion du CLRT se tient en visioconférence avec la participation des six pays traversés par la Transsaharienne Alger-Lagos (10.000 Km). Il s'agit, outre l'Algérie, de la Tunisie, le Mali, le Niger, le Tchad et le Nigeria, ainsi que des représentants de la conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (Cnuced), et d'institutions financières internationales. Le ministre a relevé, à ce propos, que la tenue de cette session témoigne aussi "d'une volonté collective qui n'a pas faibli, et ne faiblira pas, face aux défis circonstanciels ou géographiques". Elle reflète, a-t-il insisté, "la maturité de nos institutions continentales et leur capacité à poursuivre leur construction commune et à relever les défis par le dialogue, la coordination et l'échange de points de vue". Evoquant l'engagement de l'Algérie envers le développement et l'intégration économiques du continent, le ministre a mis en avant l'importance des projets structurants élaborés, dont le projet de la ligne ferroviaire nord-sud, initié par le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune. "Cette voie ferrée est le meilleur moyen de transport de marchandises, et qui va relier certains pays voisins enclavés, en leur donnant accès aux ports algériens, qui sont en plein travaux d'agrandissement et de modernisation", a-t-il souligné. Toujours dans cette optique d'intégration via ce futur corridor, M. Rekhroukh a mis l'accent sur l'importance des secteurs économiques de chaque pays membre du CLRT, en vue de mettre au point des projets à même d'accélérer l'intégration économique, à commencer par les zones frontalières. Avec 90% de taux de réalisation de cette route, a noté le ministre, "il est temps pour le secteur des travaux publics de passer le flambeau aux secteurs économiques".

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

UNE FEUILLE DE ROUTE AMBITIEUSE EST MISE EN PLACE

Sonatrach veut réduire les gaz torchés à 1 %

Des efforts importants sont consentis par le groupe pétro-gazier Sonatrach pour la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques. En effet, une feuille de route ambitieuse, visant à réduire les gaz torchés à 1 % d'ici 2030, a été élaborée par la compagnie nationale des hydrocarbures, a fait savoir son PDG, Rachid Hachichi, à l'ouverture de la 12e édition des Journées scientifiques et techniques de Sonatrach (JST-12) à Oran.

Par Sirine R.

« Le groupe s'est fixé l'objectif de réduire les gaz torchés à 1 % d'ici 2030 et de faire passer le taux d'émissions fugitives de méthane dans ses installations gazières à moins de 3 % », a-t-il précisé, indiquant que cette démarche s'inscrit dans le cadre « des engagements de l'Algérie envers les recommandations de la Conférence des Parties à la Convention des Nations unies sur les changements climatiques, adoptée en 2015 et ratifiée par notre pays ».
Le PDG de Sonatrach a, par ailleurs, souligné que « la responsabilité environnementale nous impose de réduire notre empreinte carbone et de trouver un équilibre entre les exigences de production et les impératifs de préservation de l'écosystème ». Dans ce contexte, Sonatrach déploie, à travers sa nouvelle politique climatique, adoptée en février 2025, « un système efficace de suivi et de contrôle, en s'appuyant principalement sur ses capacités en recherche et développement, afin de maîtriser l'empreinte carbone », a-t-il précisé.

Les trois axes de la transition énergétique

Rachid Hachichi a relevé qu'une transition énergétique réussie « nécessite l'adoption d'un nouveau modèle énergétique, dans lequel le gaz se présente comme l'élément de transition privilégié, et l'hydrogène comme vecteur-clé de décarbonation ».
La préservation de l'environnement et le développement durable sont, selon lui, « des priorités dans la transition énergétique, qui repose sur trois axes », précisant que l'un de ces axes concerne les nouveaux défis dans l'exploration et la production de pétrole et de gaz, confrontés à des mutations profondes qui exigent « une recherche constante de solutions scientifiques, pratiques, innovantes et plus efficientes pour exploiter les ressources en hydrocarbures ».
Il a également souligné que les défis liés à l'exploration en eaux profondes et dans les gisements non conventionnels « nous obligent à adopter des outils et techniques avancés pour renforcer notre compétitivité et améliorer la rentabilité de nos opérations ».
Selon lui, les données de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) ont révélé que le secteur pétrolier et gazier mondial a investi près de 1 000 milliards de dollars en 2023 dans l'exploration et le développement, dont une part croissante – environ 15 % – est désormais destinée aux technologies numériques et aux solutions à faible émission de carbone.

Le numérique au service de la performance

Le pilier de la transformation numérique constitue, selon l'intervenant, « un moteur-clé d'efficacité et de transparence au cœur de cette stratégie ». Il a ajouté que Sonatrach œuvre à intégrer l'intelligence artificielle, l'internet des objets et l'analyse des mégadonnées dans toutes les chaînes de valeur, ce qui permet à l'entreprise « d'anticiper et de prendre des décisions rapides et précises ».
Selon Rachid Hachichi, l'intelligence artificielle (IA) dans l'industrie pétrolière « représente à elle seule un marché en pleine croissance, permettant la prévision des réserves, la maintenance préventive et la réduction des coûts d'exploitation ».

L'Algérie œuvre à renforcer sa souveraineté technologique

De son côté, le secrétaire d'État chargé des Énergies renouvelables, M. Noureddine Yassa, a souligné que l'Algérie s'emploie à renforcer sa souveraineté technologique et à consolider son intégration industrielle, en localisant les chaînes de valeur stratégiques, notamment dans le secteur de l'énergie solaire.
Des initiatives concrètes, telles que la production locale de panneaux solaires photovoltaïques, constituent une première étape vers la fabrication d'équipements d'énergie renouvelable. Ce type de projets, a-t-il déclaré, « mérite d'être élargi et soutenu par le secteur de la recherche et du développement pour renforcer les capacités technologiques nationales ».
Il a ajouté que le développement des start-up constitue également un levier fondamental pour atteindre cet objectif :
« Grâce à l'innovation dans les domaines des énergies renouvelables, du stockage, des réseaux intelligents et de la gestion intelligente de l'énergie, ces start-up contribuent non seulement à la diversification du mix énergétique, mais aussi à la réduction de la dépendance aux hydrocarbures, tout en assurant un approvisionnement durable, local et résilient », a-t-il expliqué.

Une stratégie énergétique nationale à bâtir

Le secrétaire d'État a rappelé que l'Algérie, riche en ressources fossiles et renouvelables, fait face à un double défi : répondre à la demande croissante d'énergie, liée à la croissance démographique, au développement économique et à l'urbanisation, tout en respectant ses engagements internationaux dans la lutte contre le changement climatique.
Ce défi, a-t-il souligné, « exige une transition progressive vers un modèle énergétique plus durable, combinant énergies nouvelles et renouvelables, amélioration de l'efficacité énergétique, et réduction des émissions de gaz à effet de serre ».
Il a estimé que « d'ici 2050, la demande mondiale en énergie continuera d'augmenter rapidement, ce qui fait de la diversification des sources d'énergie une priorité stratégique », ajoutant que cela « inclut la promotion des énergies renouvelables (solaire, éolienne, biomasse, entre autres), ainsi que le développement de méthodes à faible teneur en carbone utilisant le gaz naturel ».
L'intervenant a en outre insisté sur le fait que la transition énergétique constitue une priorité stratégique pour l'Algérie, nécessitant un cadre réglementaire approprié, des investissements ciblés et un fort engagement en matière de recherche et d'innovation.

FINANCES

Les modalités d'émission des sukuk souverains fixées

Par R E.

Les modalités d'émission des sukuk souverains par le Trésor public, un nouvel outil des financements des projets d'infrastructures, ont été fixées par un arrêté paru au Journal officiel (JO) n 38. Cet arrêté signé par le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzerd, intervient en application des dispositions prévues dans la loi de Finances 2025, qui autorisent le Trésor public à émettre des sukuk souverains à la Bourse d'Alger, permettant aux personnes physiques et morales de participer au financement des équipements publics marchands de l'Etat. Selon ce texte, les sukuk souverains doivent être adossés à des actifs tangibles, à des projets, à des droits de propriété ou à des droits de jouissance. Ils peuvent être émis sous différentes formes, notamment "Sukuk Ijara","Sukuk Moucharaka", "Sukuk Moudaraba,"Sukuk Istisnaa", et "Sukuk Wakala". Concernant "Sukuk Ijara", les porteurs de ce type de sukuk détiennent des parts dans des actifs tangibles mis en location ou dans l'usufruit de ces actifs, et bénéficient d'une rémunération basée sur le paiement de loyers. Quant aux "Sukuk Moucharaka", ses porteurs participent à un projet commun avec partage des profits et des pertes, tandis que les porteurs du type "Sukuk Istisnaa" financent la construction ou la fabrication d'équipements ou d'infrastructures, et bénéficient du produit de leur vente. Pour les "Sukuk Wakala", ses porteurs mandatent une entité pour gérer les fonds au nom des souscripteurs dans des investissements. L'appel à la souscription aux Sukuk souverains est effectué par décision du ministre des Finances, après l'obtention d'un certificat de conformité aux préceptes de la Charia, délivré par le Haut conseil islamique (HCI). La décision d'émission des Sukuk souverains doit comporter le montant total à émettre, le nombre de Sukuk souverains, leur valeur nominale et les modalités de souscription et de remboursement, la date d'ouverture et de clôture de la souscription, le rendement estimé, les intervenants dans l'opération d'émission et le rôle de chacun d'eux, ainsi que les conditions de cession et de rachat des Sukuk souverains.

PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ

Un levier incontournable, selon un expert

Par Mourad A.

Alors que l'Algérie s'engage résolument dans la voie de la relance économique et de la diversification de ses sources de croissance, le partenariat public-privé (PPP) se confirme comme un mécanisme stratégique essentiel pour accélérer le développement industriel et attirer les investissements.
C'est ce qu'a affirmé Ahmed El Hidouci, professeur en sciences économiques et analyste reconnu, lors de son intervention sur la « Chaîne I » de la radio nationale.L'expert a souligné que le secteur privé, représentant près de 70 % de la main-d'œuvre active en Algérie, constitue un partenaire incontournable pour concrétiser les objectifs économiques nationaux. Il a d'ailleurs appelé à une intégration plus poussée entre les opérateurs publics et privés. Le professeur s'est également exprimé sur la tenue de la Foire internationale d'Alger (FIA), qu'il a qualifiée de véritable vitrine de l'économie algérienne. Selon lui, cet événement est bien plus qu'un simple salon commercial : il s'agit d'une plateforme stratégique visant à bâtir des alliances industrielles, à promouvoir le produit national et à renforcer la coopération économique internationale. « Chaque année, le nombre de participants étrangers augmente, ce qui prouve que la perception de l'Algérie comme une destination d'investissement s'améliore sensiblement », a-t-il affirmé.
Cette dynamique positive s'explique aussi, selon lui, par l'adoption de nouveaux critères de sélection des entreprises exposantes, qui valorisent désormais la capacité d'exportation et la valeur ajoutée au marché local, rompant ainsi avec la logique de la simple présence institutionnelle.Le Dr El Hidouci a salué le rôle joué par le président de la République, qu'il considère comme le principal promoteur de la souveraineté économique et industrielle. Il a notamment cité les orientations présidentielles en faveur de l'industrie mécanique et des technologies industrielles de pointe, ainsi que de l'autosuffisance alimentaire, laquelle est soutenue par des projets de mise en valeur de plus d'un million d'hectares de terres agricoles dans le Grand Sud. « Ce sont là des signaux forts. L'État veut sortir d'un modèle de rente et bâtir une économie productive, résiliente et compétitive », a-t-il affirmé.
Pour accompagner cette transition, le professuer recommande la création de zones industrielles prêtes à l'investissement. Ces zones, dotées de toutes les infrastructures et autorisations nécessaires, permettraient de réduire les délais de réalisation des projets et, par conséquent, d'améliorer l'attractivité du pays. « C'est une méthode qui a fait ses preuves dans plusieurs pays africains et en Asie du Sud-Est. L'Algérie dispose d'une main-d'œuvre qualifiée abondante issue des universités et centres de formation, ce qui est un atout majeur », a-t-il expliqué.
Sur le plan macroéconomique, l'expert a estimé que l'Algérie doit viser un taux de croissance industrielle de 10 à 12 % du PIB au cours des prochaines années, pour espérer porter la taille de son économie à 400 milliards de dollars. Actuellement, bien que la part du secteur industriel dans le PIB soit passée de 5 % à plus de 7 %, un progrès notable, cela reste insuffisant pour répondre aux besoins du marché.

SONELGAZ

Réparation d'une grande panne au niveau du réseau de haute tension électrique alimentant plusieurs communes de la capitale

Le Groupe Sonelgaz a réparé, lundi, une grande panne enregistrée au niveau d'un réseau de haute tension électrique assurant l'alimentation de plusieurs communes d'Alger ce qui a permis de rétablir l'électricité en un temps record, a affirmé le porte-parole du groupe, Khalil Hedna. Dans une déclaration à la presse, M. Hedna a affirmé que la panne qui a touché lundi les communes de Bouzaréah, Ain Benian, Staouali, Zeralda, Cheraga et Draria et une partie de Tixeraine, a été réparée ce qui a permis de rétablir l'approvisionnement en électricité en "un délai record", et ce, a-t-il dit, grâce "au professionnalisme et à l'intervention efficace des agents de Sonelgaz". Le porte parole officiel du Groupe a affirmé que "les équipes de Sonelgaz sont mobilisées sur le terrain pour assurer un service de qualité en matière d'approvisionnement et d'alimentation en électricité". M. Hedna a rappelé que la société a mis le numéro 3303 à la disposition de ses clients, en cas de panne, de dysfonctionnement ou de coupure de gaz ou d'électricité.

NOUVELLE BANQUE DE DÉVELOPPEMENT

Souscription de l'Algérie au capital à concurrence de 6140 actions

Un décret présidentiel a été publié au Journal officiel (JO) n 38, autorisant la souscription de l'Algérie au capital de la Nouvelle banque de développement (NBD) à concurrence de 6.140 actions, au titre de son adhésion à cette institution financière. Selon ce décret, n 25-159, signé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le 10 juin en cours, le versement de la souscription de l'Algérie sera opéré sur les fonds du Trésor public. Le Conseil des gouverneurs de la NBD avait adopté le 28 octobre 2024 une résolution portant approbation de l'adhésion de l'Algérie à cette institution, en tant que membre emprunteur. La NBD est une banque multilatérale de développement, fondée par le groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) en juillet 2015. L'institution, basée à Shanghai (Chine), a pour objectif de mobiliser des ressources pour financer des projets d'infrastructures et de développement durable dans les marchés émergents et les pays en développement.

ORAN

Ouverture de la 12e édition des Journées scientifiques et techniques de Sonatrach

La 12e édition des Journées scientifiques et techniques (JST 12) du groupe Sonatrach s'est ouverte, hier à Oran, en présence du ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargé des Energies renouvelable, Noureddine Yassaa, et du Président directeur général (PDG) de Sonatrach, Rachid Hachichi. Placées sous le thème : "L'énergie de l'innovation technologique", ces journées, organisées sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, regroupent de nombreux spécialistes du secteur énergétique pour débattre des défis et opportunités liés aux énergies renouvelables. Ont également pris part à la cérémonie d'ouverture de cet évènement, qui se tiendra du 24 au 26 juin en cours, le président du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies (CNRST), Mustapha Yahi, le président du comité de direction de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), Mourad Beldjehem, le président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Rachid Nadil et le wali d'Oran, Samir Chibani. Des organisations régionales et internationales étaient également présentes au rendez-vous, dont notamment le Secrétaire général de l'Organisation des Pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP), Djamel Aïssa Al Loughani, le directeur exécutif du Centre régional pour les Energies renouvelables et l'Efficacité Energétique (RCREEE), Hamedi Zoheir, la Commissaire à l'Infrastructure et à l'Energie de la Commission de l'Union africaine, Lerato Dorothy Mataboge, et des représentants de l'Organisation Africaine des Pays Producteurs de Pétrole (APPO). Les Journées scientifiques et techniques de Sonatrach se sont imposées comme une plateforme de réflexion collective regroupant les meilleures compétences du groupe pour échanger, collaborer et construire ensemble l'avenir de l'industrie énergétique, selon les organisateurs. Près de 1.000 participants de 32 pays prendront part à ces JST, qui comprendront plus de 400 interventions orales et affichées, ainsi que 6 ateliers. A noter qu'en marge de ces JST, deux conférences de haut niveau seront organisées, à savoir le "National Energy Meeting", organisée en collaboration avec le Conseil National de la Recherche Scientifique et Technologies (CNRST) et l'"International Conference Green Hydrogen Algeria 2025", au cours de laquelle sera présentée la stratégie nationale de développement de l'hydrogène en Algérie, ainsi que ses opportunités.

FORUM SUR LA GOUVERNANCE DE L'INTERNET (FGI) 2025 EN NORVÉGIENNE

Participation du ministre de la Poste et des Télécommunications

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki participe au Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI) 2025 dont les travaux se déroulent à Lillestrom près de la capitale norvégienne Oslo, sous le thème : "Construire la gouvernance numérique ensemble", a indiqué un communiqué du ministère.

Le ministre prend part à plusieurs activités au programme de ce Forum dont les travaux ont débuté lundi et se poursuivront jusqu'au 27 du mois courant, notamment aux panels de haut niveau portant sur des thèmes importants liés à la gouvernance technique et stratégique des réseaux, au renforcement des infrastructures des télécommunications, à la gestion souveraine des ressources numériques sensibles, ainsi qu'à des questions relatives à la sécurité, à la confiance numérique et à l'interopérabilité dans un environnement technologique mondial en mutation accélérée, selon le communiqué. Le ministre tiendra, en outre, des rencontres bilatérales avec plusieurs homologues et acteurs, ajoute la même source. Par ailleurs, M. Zerrouki a tenu, lundi, une réunion préparatoire au Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI+20), prévu juillet prochain, à laquelle ont participé nombre de ministres africains chargés des télécommunications, en sus de représentants de quelques organisations internationales activant dans le domaine. Le FGI se veut une plateforme mondiale majeur pour le dialogue multilatéral autour de questions liées à la gouvernance de l'internet, rassemblant annuellement des responsables gouvernementaux, des organisations internationales, des experts techniques et des responsables du secteur privé.

ALGÉRIE-MAURITANIE

Des équipes médicales des deux pays réalisent des greffes de rein à Alger

Une équipe médicale mauritanienne participe, aux côtés d'équipes médicales algériennes à des opérations de transplantation rénale qui ont débuté lundi à Alger, dans le cadre d'un programme de coopération bilatérale visant à renforcer les compétences des équipes médicales mauritaniennes dans le domaine de la transplantation d'organes, indique un communiqué du ministère. Dans le cadre du "renforcement de la coopération sanitaire entre l'Algérie et la Mauritanie et de la volonté des deux pays frères de raffermir leur partenariat et d'échanger leurs expertises dans des spécialités médicales pointues, une délégation médicale mauritanienne est arrivée, dimanche à Alger, composée de 7 professeurs et médecins spécialistes dans les domaines de la chirurgie générale, de la chirurgie cardiaque, de la chirurgie pédiatrique, de l'urologie et des maladies rénales", précise le communiqué. Cette visite s'inscrit dans le cadre d'"un programme de coopération bilatérale visant à renforcer les capacités et les compétences du personnel médical mauritanien dans le domaine de la transplantation d'organes, notamment la transplantation rénale". A ce titre, l'équipe médicale mauritanienne participe, aux côtés des équipes algériennes, à quatre (04) interventions de greffe de rein prévues, lundi et mardi, dont une en faveur d'un enfant". Cette initiative constitue "une occasion d'échange de connaissances et d'expériences médicales entre les équipes sanitaires des deux pays et reflète "leur engagement commun en faveur du renforcement de la santé publique dans les deux pays", conclut le communiqué.

Mercuriale

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 24 جوان 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 24 Juin 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	57	65	50	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	66	77	55	الطماطم	
	Oignon sec	41	48	34	البصل الجاف	
	Ail vert	210	232	188	الثوم الخضراء	
	Carotte	89	100	78	الجزر	
	Navet	88	99	77	لفت	
	Poivron	102	115	89	الفلفل الاخضر	
	Piment	126	141	110	الفلفل الحار	
	Courgette	80	93	68	الكوسة	
	Haricot vert	189	211	167	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	101	113	89	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	417	487	348	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	575	702	448	التمر	
	Banane	425	435	413	الموز	
	Melon	119	135	103	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	89	103	74	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1755	1893	1614	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	418	431	405	الدجاج	
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	94	100	89	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	440,00	420,00	-4,55	-0,68	-0,55	8,10	7,14	3500	1 470 000,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 425,00	1430,00	0,35	0,59	1,43	0,00	-	10577	15 125 110,00
BIOPHARM	BIO	2 450,00	NC	0,00	-0,73	4,04	7,35	7,35	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2299,00	-0,04	-0,04	1,28	12,09	5,44	2150	4 942 850,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,45	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	405,00	0,00	0,00	-3,01	2,03	-	100	40 500,00

FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER

La compétitivité du produit algérien en ligne de mire

Le dernier rapport de la Banque mondiale sur la situation économique de l'Algérie au printemps 2025 met en évidence une forte croissance économique ainsi qu'un recul de l'inflation en 2024. Si tous les indicateurs sont au vert, le rapport souligne néanmoins la nécessité de renforcer la productivité dans les secteurs clés, afin de soutenir une croissance plus durable et de mieux faire face aux risques extérieurs. C'est également la vision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a appelé à renforcer davantage la compétitivité du produit national, en mettant les besoins du marché intérieur au centre des priorités économiques.

Par Réda Hadi

Lors de l'inauguration de la 56e édition du la Foire internationale d'Alger (FIA), où il a visité les stands de plusieurs entreprises nationales publiques et privées, le président de la République a encouragé les opérateurs économiques à "relever le niveau d'ambition" en matière d'investissement, tout en poursuivant les efforts pour améliorer la qualité du produit national et renforcer sa compétitivité.

Au cours de sa visite, s'il a salué les progrès réalisés par plusieurs secteurs, notamment l'industrie mécanique, l'industrie militaire et le textile, il n'en a pas moins souligné la nécessité de renforcer les capacités d'exportation tout en contribuant à la réduction des importations. Or cela ne peut se faire, qu'avec des produits bien manufacturé et de bon aloi. Durant ses déambulations dans les stands, le premier magistrat du pays, a été catégorique et a expliqué clairement que seules les entreprises activant dans des secteurs où les besoins du marché local sont entièrement satisfaits seront autorisées à exporter. D'où la nécessité d'élaborer un listing des entités économiques et des filières couvrant les besoins nationaux avant d'accorder les autorisations d'exporter.

La relance de l'industrie nationale, l'appui aux investissements productifs, la satisfaction des besoins nationaux et la régulation du commerce extérieur ont globalement constitué le lot des questions que le chef de l'Etat a abordées devant les exposants. La principale orientation à retenir à l'issue de cette visite est la priorisation des besoins nationaux par rapport aux exportions.

Abordant ce dossier, le président Tebboune a insisté sur la nécessité de veiller en premier lieu à la satisfaction du marché national avant d'aller à la conquête des marchés extérieurs.

En résumé les visites au sein des stands, ont été une opportunité directe d'expliquer les tenants et les aboutissements de la politique présidentielle, qu'il veut aboutie.

Le Président a été clair dans ses propos, il faut promouvoir le produit algérien, mais pas au détriment des besoins domestiques.

Aussi en s'adressant à un exposant il a clairement indiqué que seules les entreprises activant dans des secteurs où les besoins du marché local sont entièrement satisfaits seront autorisées à exporter. Il y a donc lieu, selon lui, d'élaborer un listing des entités économiques et des filières couvrant les besoins nationaux avant d'accorder les autorisations d'exporter.

En visitant le stand de l'armée, il a salué les réalisations de ces établissements, notamment dans des domaines comme la fibre optique, la fabrication et la maintenance du matériel des transmissions, et la fabrication des substances explosives.

Au niveau du pavillon des industries militaires, où il a observé une longue halte, le président de la République a reçu des explications détaillées sur les activités de nombre d'établissements opérant dans les télécommunications, les structures militaires et l'armement, notamment la Direction centrale de l'industrie militaire, l'Etablissement de construction mécanique de Khenchela et l'Etablissement central de rénovation du matériel des transmissions.

Il a salué les réalisations de ces établissements, notamment dans des domaines comme la fibre optique, la fabrication et la maintenance du matériel des transmissions, et la fabrication des substances explosives.

Lors de cette visite, le Président a ordonné au ministre de l'Education nationale d'impliquer les entreprises nationales, y compris celles relevant de l'Armée nationale populaire (ANP), et de plus s'impliquer dans la réalisation du projet d'équipement des établissements scolaires en tablettes électroniques.

D'où la nécessité de la contribution des institutions relevant de l'Armée nationale populaire, de l'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE), ainsi que des entreprises privées, dans ce projet supervisé par le ministère de l'Education, visant à fournir des tablettes électroniques aux élèves appelant " à couvrir au moins 50 à 60 % " des besoins des établissements scolaires en matériel informatique à partir de la production locale.

Au niveau du stand de deux start-up, le président de la République a salué les avancées majeures de l'Algérie dans ce domaine, réaffirmant que les efforts étaient en cours pour "permettre à l'économie nationale de se hisser au premier ou deuxième rang au niveau africain".

Le président de la République avait entamé sa visite par le pavillon du Sultanat d'Oman, invité d'honneur de cette édition de la FIA, où il était accompagné du Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, du ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, ainsi que de membres du Gouvernement, et du ministre omanais du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion de l'investissement, M. Qais Bin Mohammed Al Yousef, et de la délégation officielle l'accompagnant.

Le choix du Sultanat d'Oman comme invité d'honneur pour cette édition découle de la dynamique que connaissent les relations algéro-omanaises, notamment suite aux récentes visites entre les dirigeants des deux pays qui ont été couronnées par la signature de plusieurs accords de coopération bilatérale.

CONSEIL DE LA NATION

Présentation du projet du nouveau code de procédure pénale

Par R E.

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaa a présenté, mardi devant les membres du Conseil de la nation, le projet du code de procédure pénale. Lors d'une plénière présidée par le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Kaouter Krikou, M. Boudjemaa a souligné que les amendements proposés s'inscrivaient dans le cadre du "renforcement de l'arsenal juridique national lié au système judiciaire", qui constitue "l'un des principaux axes du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à garantir l'indépendance et la modernisation du secteur, et à répondre aux aspirations des citoyens à une justice forte". "Tous les concernés dont les avocats, les magistrats et les auxiliaires de justice, ont participé à l'élaboration de ce projet de loi", a ajouté le ministre, soulignant que les dispositions proposées "établissent un juste équilibre entre la sanction pénale infligée aux criminels et leur droit à un procès équitable". Parmi les amendements les plus importants proposés, figurent "l'introduction de mesures alternatives aux poursuites pénales à l'encontre des personnes morales, comme le report des poursuites dans certains délits définis, contre la restitution des fonds, biens et revenus détournés ou transférés à l'étranger ou l'équivalent de leur valeur, et le paiement intégral des montants dus au Trésor public", précise le ministre. Ces amendements prévoient également "la création d'une agence nationale chargée de la gestion des fonds gelés, saisis ou confisqués pour combler le vide institutionnel en matière de gestion des revenus criminels". Les nouvelles dispositions proposées visent, en outre, selon M. Boudjemaa, à "améliorer la gestion des affaires pénales et à généraliser le système d'ordonnance pénale pour inclure toutes les infractions, ce qui permettra de traiter les affaires simples rapidement et efficacement", outre "la régulation de la gestion des biens saisis". Le ministre a affirmé par ailleurs, que les nouvelles dispositions permettront de "renforcer les droits des individus, et leurs libertés, notamment à travers la consécration du droit de recours devant le procureur général, et le renforcement des droits de la défense durant toutes les étapes de l'action publique".

FORUM ÉCONOMIQUE ALGÉRO-OMANAIS

Vers un partenariat stratégique et durable

Par Selma R.

Le forum économique algéro-omanais, organisé hier à Alger en marge de la 56e Foire internationale d'Alger (FIA), a marqué une étape majeure dans la consolidation des relations économiques entre l'Algérie et le Sultanat d'Oman. Présidé par le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, M. Tayeb Zitouni, l'événement a réuni une large délégation omanaise conduite par son homologue, M. Qais bin Mohammed Al Yousef.

Dans son discours, le ministre Zitouni a exprimé l'ambition de l'Algérie de renforcer sa coopération avec le Sultanat d'Oman, en passant de la logique des intentions à celle des projets. Après avoir revenu sur les visites croisées des chefs d'État en octobre 2024 et mai 2025, qu'il a qualifiées de « jalons majeurs » dans le renforcement du partenariat bilatéral, le ministre a salué la convergence des visions politiques et économiques des deux pays, fondées sur l'ouverture, la complémentarité et le développement durable.« Nous sommes appelés à intensifier nos efforts pour développer les canaux d'exportation et d'importation, et exploiter les complémentarités de nos ressources naturelles et humaines », a-t-il affirmé. Ce forum a été l'occasion de dresser un état des lieux de plusieurs projets d'envergure, parmi lesquels : Le complexe de production d'engrais à Arzew, estimé à 2,4 milliards de dollars, la création d'un fonds d'investissement algéro-omanais, et d'autres projets en cours de discussion dans les secteurs de l'automobile, de l'énergie, de l'agriculture et de l'industrie pharmaceutique.

Pour accélérer leur concrétisation, Tayeb Zitouni a proposé la création d'un groupe de travail conjoint, chargé de lever les obstacles techniques et de garantir des résultats concrets dans les délais souhaités.

Pour sa part, le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), M. Kamel Moula, a mis en avant la complémentarité stratégique entre les deux pays. « L'Algérie et Oman sont capables de bâtir un modèle intégré de coopération économique, fort de leurs ressources, de leur position géographique et de leurs compétences humaines », a-t-il affirmé. Il a souligné que le partenariat doit dépasser la simple logique commerciale, pour devenir un véritable levier de création de valeur, de transfert de savoir-faire, d'investissement et d'emploi, en particulier en direction des marchés africains. Moula a également mis en avant les avantages compétitifs de l'Algérie, tels que son cadre juridique rénové, ses infrastructures modernes, et sa position stratégique entre la Méditerranée et l'Afrique subsaharienne. Il a invité les opérateurs omanais à tirer parti des opportunités offertes par la nouvelle loi sur l'investissement, afin de construire des partenariats durables et mutuellement bénéfiques. Parmi les secteurs prioritaires pour une coopération renforcée, le président du CREA a cité notamment les énergies renouvelables, dans le cadre de la transition énergétique ; l'industrie automobile et pharmaceutique ; l'agriculture intelligente, pour faire face aux défis climatiques ; les infrastructures et les ports, en vue d'une meilleure intégration régionale ainsi que le tourisme médical, culturel et écologique, valorisant les patrimoines respectifs des deux pays. Moula a conclu son intervention en affirmant que « le moment est venu d'inscrire nos relations dans la durée, avec ambition, méthode et exigence de résultats».

EL TARF/SAISON ESTIVALE

Remise en service après réaménagement de 7 bassins de natation

Sept bassins de natation ont été remis en service dans la wilaya d'El Tarf après avoir fait l'objet d'opérations de réaménagement, apprend-on lundi auprès des services de la wilaya.
Ces bassins remis en exploitation avec le début de l'actuelle saison estivale se trouvent dans des établissements de jeunes des communes d'El Tarf, El Kala, Asfour, Besbes, Bouhadjar, Bouthledja et de Ben M'hidi, selon la même source qui a précisé que les opérations de leur réaménagement ont nécessité une enveloppe financière de 46 millions DA.
Ces structures de sport et de divertissement ont été dotées des installations nécessaires conformes aux critères techniques garantissant la sécurité des baigneurs, ont noté les mêmes services qui ont considéré que leur exploitation réduit la pression sur les plages de la wilaya.
La corniche de la plage El Modjane d'El Kala d'où a été donné le coup d'envoi de la saison estivale 2025 a bénéficié d'une opération de réaménagement, ont indiqué les services de la wilaya.
Depuis le début de l'année 2025, quatre établissements hôteliers offrant 184 lits ont été mis en service portant les capacités d'accueil de la wilaya à 2.966 lits, a rappelé la même source.

SÉTIF

Réception de 13 nouveaux établissements scolaires à la prochaine rentrée

Treize (13) nouveaux établissements scolaires des trois paliers de l'enseignement devront être réceptionnés « à la prochaine rentrée scolaire 2025-2026 » dans la commune de Sétif, apprend-on lundi des services de wilaya.
Il s'agit de deux lycées d'une capacité de 1000 places chacun, de quatre collèges d'enseignement moyen (CEM) de base 6 et de sept écoles primaires de 12 classes chacune qui se trouvent actuellement en cours de réalisation dans les pôles urbains Abid Ali, Bir N'sa, Gaoua et El Hidhab (Est et Ouest de la ville de Sétif), a précisé la même source.
La réception de ces infrastructures dont les taux d'avancement des travaux varient entre 45 % et 80 % contribuera à garantir de meilleures conditions d'accueil des élèves des trois paliers au niveau de ces nouveaux pôles urbains qui présentent une forte densité urbaine, selon les services de la wilaya.
Ces structures permettront également d'améliorer le rendement pédagogique et de réduire le taux d'occupation des classes, a ajouté la même source.
Des instructions ont été données par les autorités locales aux entreprises de réalisation pour accélérer le rythme des travaux et de les terminer dans les délais contractuels, a-t-on indiqué

BLIDA

Programme de sensibilisation commun des services de sécurité au profit des usagers de la route

Les services de sécurité de la wilaya de Blida ont lancé, lundi, un programme de sensibilisation commun, en coordination avec les différents acteurs du domaine de la sécurité routière, au profit des usagers de la route et les conducteurs de véhicules.

Lancé dans le cadre de la campagne nationale de sensibilisation initiée par la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) à l'occasion de la saison estivale 2025, ce programme qui se poursuivra tout au long de la saison estivale, est organisé en coordination avec le groupement régional de la Gendarmerie nationale, la Protection civile, les directions de wilaya concernées ainsi que la société civile, a indiqué le chargé de la cellule de communication à la sûreté de wilaya, le commissaire de police Yahia Rehali, dans une déclaration à la presse en marge du lancement de cette campagne de sensibilisation. Il a fait part de la prise, au titre de cette campagne, de nombreuses mesures préventives en prévision de la grande affluence de citoyens et de familles qui convergeront durant cet été vers les villes côtières et touristiques, citant notamment l'éradication des parkings anarchiques et la sensibilisation des citoyens à la nécessité de coopérer avec les services de sécurité et de respecter le code de la route. A son tour, la chargée de communication auprès du groupement régional de la Gendarmerie nationale, commandant Belbay Ghraicia, a fait part de la mise au point, dans le cadre de la campagne nationale de prévention contre les accidents de la route, organisée durant cet été 2025 sous le slogan "Conduite prudente, vacances sans danger ", d'un plan d'action visant à assurer une présence permanente et efficace des unités sur le terrain afin de faciliter le trafic routier et lutter contre l'insécurité routière et les infractions au code de la route.
Cette campagne, qui se poursuivra jusqu'au 31 août prochain, vise à instaurer une culture de sensibilisation pour endiguer les accidents de la route, a-t-elle ajouté.
Cette campagne a été lancée au niveau de plusieurs points de la wilaya, notamment le barrage de sécurité installé sur le chemin de wilaya "boulevard 13 Mai" de Blida, et la gare routière Ramoul, où des dépliants sur le respect du code de la route, avec des instructions préventives contre l'excès de vitesse, les dépassements et les manœuvres dangereuses, ont été expliqués aux citoyens.
L'opération a, également, ciblé les conducteurs de bus inter-wilayas, appelés à l'occasion à éviter l'excès de vitesse, notamment lors du transport de voyageurs, et à procéder au contrôle périodique et administratif des bus pour garantir la sécurité de tous.
Des recommandations sécuritaires ont été, aussi, prodiguées aux citoyens concernant les risques liés à la restauration rapide, pour éviter les intoxications alimentaires, notamment en période estivale.

ORAN

La trémie du carrefour la «Pépinière» de Bir El Djir sera partiellement ouverte le 5 juillet

La trémie en cours de réalisation au niveau du carrefour la "Pépinière" de la commune de Bir El Djir (à l'Est d'Oran) connaîtra l'ouverture de sa deuxième section supérieure, le 5 juillet prochain, selon les services de la wilaya.
Lors d'une visite d'inspection effectuée, dimanche soir, le wali d'Oran, Samir Chibani, a donné des instructions pour l'ouverture de cette partie supérieure du rond-point (au-dessus de la trémie), afin de décongestionner la circulation automobile, sachant que la première section supérieure de cette infrastructure a déjà été ouverte, fin mai dernier.
Les travaux de pose des murs de soutènement du troisième et dernier tronçon de cette trémie se poursuivent et devront être achevés d'ici la fin du mois de juin, selon les explications fournies par le directeur local des Travaux publics, Abdelilah Mejdoub.
Ce projet, dont la réalisation est assurée par l'entreprise nationale des ponts et travaux d'art "SAPTA", avance à un rythme soutenu, selon les mêmes sources.
Le wali a insisté auprès des responsables de cette entreprise sur la poursuite du travail en continu, en trois équipes journalières, afin d'accélérer la cadence et de livrer le projet dans les plus brefs délais, soit au plus tard en août prochain, pour un coût global estimé à 1,7 milliard DA.
Par ailleurs, le wali a également inspecté le chantier du réseau d'évacuation des eaux pluviales de la rue "Les Platanes", dans la commune de Bir El Djir, où il a exigé l'achèvement des travaux d'ici fin juillet. Il a aussi visité le projet de réalisation du siège du tribunal administratif dans la même commune.

BECHAR

Un vaste programme de développement énergétique à l'horizon 2035 entamé par Sonelgaz

Un vaste programme de développement énergétique à l'horizon 2035 est entamé par le groupe Sonelgaz a travers la wilaya de Bechar, en vue de renforcer la production et la distribution de l'électricité et du gaz naturel, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de l'entreprise.
Ce programme prévoit la réalisation et la mise en service d'un parc solaire photovoltaïque de 250 mégawatts, grâce à trois (3) centrales solaires dans les communes de Kenadza, Abadla et Béni-Ounif, sachant que les deux dernières sont en réalisation, a-t-on précisé.
Ces trois centrales disposent respectivement d'une capacité de 120, 80 et 50 mégawatts, a-t-on détaillé. Un investissement global de plus de 24 milliards DA a été consacré par le groupe Sonelgaz, à travers sa filiale énergies renouvelables, pour la concrétisation de ce parc solaire photovoltaïque qui a engendré la création de 1.100 emplois dans sa phase actuelle de réalisation et 59 autres permanents sont prévus lors de la phase d'exploitation, a-t-on expliqué.
La capacité de production électrique devant être induite par ce parc solaire permettra de porter la production locale en ce type d'énergie à 290 mégawatts à l'horizon 2035, avec des possibilités d'extension à 330 mégawatts, a souligné la source. Aussi, plusieurs projets de transport de l'électricité sont en voie de réception par le groupe Sonelgaz dans la région, notamment le centre de transfert de l'énergie électrique 400/220 kilovolts et du projet similaire d'une capacité de transfert de 30/60 kilovolts, implantés tous deux au nord de la commune de Bechar.Les capacités de transfert de ces centres sera renforcée par un volume de 80 mégavolts -ampères d'un autre centre de transfert localisé à proximité de la commune frontalière de Lahmar (35 km au nord de Bechar) et qui est actuellement dans sa phase d'essais, avant sa mise en service prochaine, selon la même source qui évoque un investissement de plus de 35 milliards DA dédié à la réalisation et l'équipement de ces centres énergétiques.
En matière de gaz naturel, il est projeté la mise en place, au cours des 25 prochaines années, d'une offre de 2,45 milliards M3, a-t-on aussi fait savoir.
L'ensemble de ces projets de développement reflètent les efforts de l'Etat et du groupe Sonelgaz pour l'accompagnement de la dynamique de développement de la wilaya, devenue un pôle énergétique pouvant lui permettre d'attirer plus d'investissements dans les domaines économique et industriel et d'être un acteur actif en matière de concrétisation du programme national de transition énergétique, a conclu la même source.

Le monde a basculé – et les banques centrales le reconnaissent

La BCE vient d'abaisser son taux directeur pour la deuxième fois cette année, rejoignant ainsi un cortège croissant de banques centrales engagées sur la même pente : Nouvelle-Zélande et Mexique (janvier), Australie (février et mai), Suisse et Tchéquie (mars), BCE et Suède (avril), Corée, Canada et Norvège (mai), de nouveau la BCE en juin, et tout récemment l'Inde, qui a frappé fort avec une baisse de 50 points de base. Seule la Fed reste figée, embourbée dans ses hésitations et ses discours contradictoires.

Par Henri Lepage

Traditionnellement, une baisse de taux vise à rassurer et soutenir l'économie. Elle est censée dire au public : « Nous maîtrisons la situation ». Après l'épisode inflationniste post-Covid, elle devait conforter l'idée d'un atterrissage en douceur. Mais l'enchaînement rapide de ces décisions, parfois à quelques semaines d'intervalle, révèle tout autre chose : une prise de conscience brutale d'un glissement mondial dans la récession. Non pas une menace hypothétique, mais une dynamique déjà à l'œuvre. C'est une inflexion historique, un aveu implicite d'impuissance.

Pendant des mois, on a préféré croire à la résilience américaine et au mythe d'une grande reprise en préparation. Toute alerte sur un refroidissement synchronisé des grandes économies restait marginalisée. Ce que traduisent aujourd'hui les baisses de taux en série, c'est une reconnaissance forcée : le ralentissement est généralisé, profond, et impossible à contenir avec les outils classiques. Ce n'est plus une hypothèse. C'est arrivé.

J'écrivais ici même le 3 février dernier, sous le titre « Récession, l'urgence méconnue » : « L'économie mondiale a basculé dans une phase de non-croissance depuis mi-2022, et se dirige vers une récession généralisée. » Un lecteur s'était insurgé : « Ni les États-Unis, ni de nombreux pays européens ne sont en récession. Les faits ne sont pas subjectifs. » Eh bien, parlons-en.

La Suède vient d'enregistrer un deuxième trimestre consécutif de PIB négatif. La Corée prévoit déjà de nouvelles baisses de taux plus marquées. Le Japon est en train de reconnaître une récession technique. En Allemagne, le gouvernement abandonne toute perspective de croissance pour 2025, après deux années de stagnation, tandis que le chômage atteint des niveaux inédits depuis 2010. En France, l'emploi recule depuis deux trimestres.

En Amérique du Nord, le Mexique nie l'évidence tandis que son économie décroche. Le Canada montre des signes de détresse sur l'emploi (taux de chômage à 7%, son plus haut niveau depuis dix ans). Ce qui commence également à être le cas des Anglais.

Le Royaume-Uni vient de perdre 228 000 emplois en moins de quatre mois ; depuis octobre, cela fait sept mois consécutifs de baisse. Aux Etats-Unis le PIB a reculé au premier trimestre, malgré une tentative de le justifier par une baisse exceptionnelle des importations — imputée à l'anticipation des nouvelles barrières commerciales.

Les prix à la consommation y déjouent toutes les attentes d'une reprise de l'inflation : en enlevant l'effet artificiel des loyers, le reste du panier de l'indice CPI est négatif sur les trois derniers mois.

Le cas de l'Australie est emblématique : jusque-là épargnée par les grands cycles mondiaux, elle est désormais touchée de plein fouet, ce que reconnaît ouvertement sa banque centrale. Quant à la Chine, ses indicateurs industriels sont retombés à leurs niveaux les plus bas depuis l'échec de la relance de 2022. Tant les prix à la production (ce qui n'a rien de totalement exceptionnel) que les prix à la consommation (ce qui l'est bien davantage) reculent. Malgré les plans de soutien à répétition, la machine ne redémarre pas.

Résultat : la Banque mondiale vient d'abaisser sa projection annuelle de croissance pour 2025 à 2,3% – soit le même niveau qu'elle avait annoncé en 2008, et comparable uniquement aux récessions mondiales de 2009 et 2010. Ce chiffre de 2,3% est trompeusement bénin. C'est en réalité un niveau de croissance qui, historiquement, se situe à la limite du territoire récessionniste et s'accompagne presque toujours d'une récession. La Banque mondiale décrit, sans le dire, une économie qui perd sa capacité à croître.

Pendant quelques mois, les marchés ont voulu croire que la guerre commerciale déclenchée par Donald Trump allait tout désorganiser, mais que les délais et compromis finiraient par apaiser les choses.

Aujourd'hui, les chiffres racontent une tout autre histoire : le retournement était déjà amorcé bien avant Trump. La mise en place des nouvelles grilles tarifaires ne va certes rien arranger. Mais ce ne seront que des effets « à la marge ». L'essentiel est ailleurs.

Le vrai basculement date de mi-2022. C'est à ce moment-là que l'élan post-Covid s'est brutalement interrompu, déclenchant le jeu d'une force de gravité économique que plus rien ne semble en mesure d'arrêter (à la manière d'un « trou noir »).

Les entreprises n'ont pas les marges pour ajuster leurs prix et finissent par couper dans l'emploi.

Les ménages privilégient les dépenses contraintes, au détriment des consommations superflues.

Les États découvrent que la croissance nominale ne suffit plus à masquer la réalité des contraintes budgétaires.

Et pourtant, tout cela était prévisible. Des indicateurs comme les swap spreads – ces écarts de taux qui condensent les anticipations monétaires profondes – en portaient déjà la trace dès 2023. Il fallait, pour les comprendre, disposer d'un bon logiciel d'analyse.

Or, les banques centrales s'en tiennent à un vieux manuel : celui qui voit dans les taux d'intérêt un levier d'action et de contrôle, alors qu'ils ne sont en réalité que le reflet de ce qui se passe dans l'économie réelle. Ce que les marchés monétaires ont compris depuis longtemps — et que les banques centrales commencent à peine à admettre.

Comme en février, je m'étonne que la plupart des débats économiques restent enfermés dans une lecture budgétaire ou mercantiliste des événements. Et je m'inquiète de l'absence de commentaires à des décisions monétaires dont le vrai message est limpide : la récession mondiale n'est plus une éventualité; elle est là ; et les banques centrales ne peuvent plus rien y faire. La course mondiale vers les taux les plus bas n'a plus rien d'une fiction, elle est une reconnaissance des faits.

Source : contrepoints.org-
Publié 17 juin 2025

D'ICI 2030, SI RIEN NE CHANGE, LA DEMANDE MONDIALE DÉPASSERA L'OFFRE DE 40 %

«L'eau, angle mort de la gouvernance mondiale»

Par Virginie Captier, Directrice et Pierre Santarelli, Directeur chez Colombus Consulting

D'ici 2030, si rien ne change, la demande mondiale en eau dépassera l'offre de 40 %. Et pourtant, malgré l'urgence, et alors que le climat et la biodiversité disposent de cadres de négociation internationale, l'eau reste encore à l'écart des grandes scènes politiques.

Il y a une COP pour le climat, une pour la biodiversité... mais toujours aucune pour l'eau. Et pourtant les événements récents ont pointé l'urgence : l'effondrement spectaculaire du glacier du Birch, en Suisse, constitue un avertissement d'envergure, alors que les 2/3 des ressources mondiales d'eau douce proviennent des glaciers.

Partout, les tensions autour de l'eau s'aggravent : sécheresses, pollutions, pénuries, conflits d'usage... La pression s'intensifie sur une ressource dont la quantité globale reste stable, mais dont la qualité se dégrade dangereusement. En première ligne, l'agriculture, l'industrie et la production énergétique, qui constituent à elles-seules 70% de l'eau utilisée et polluée dans le monde.

Plus préoccupant encore, 50% de l'empreinte eau nécessaire à l'économie des pays développés provient de régions exposées à des niveaux d'insécurité hydrique extrême. Ce simple constat révèle un impensé majeur de notre époque : la dépendance à l'eau de nos modes de vie, de nos modes de consommation et de nos modes de production. Une dépendance qui ne cesse de s'accroître puisque d'ici 2050, les besoins mondiaux en eau douce devraient être multipliés par quatre !

Repenser l'enjeu de l'eau : du local au global

Problème : l'eau est perçue comme un bien local, relevant de la souveraineté nationale. Elle traverse des intérêts divergents — agriculture, énergie, industrie, santé — qui freinent l'émergence d'une gouvernance unifiée. Surtout, les politiques, les entreprises et les citoyens, peinent à concevoir une gestion globale de l'eau qu'ils perçoivent avant tout comme une ressource accessible localement.

Face à cette urgence, la communauté internationale ne dispose ainsi aujourd'hui d'aucun espace multilatéral pérenne pour définir des priorités communes, mobiliser des financements ou coordonner l'action. Alors que d'ici 2050, 50% de la population connaîtra le manque d'eau une partie de l'année.

Un signal fort a toutefois été donné en mars 2023, à New York, avec la première Conférence mondiale de l'eau depuis près de 50 ans. Cet événement historique a permis de rassembler États, institutions, scientifiques et société civile pour inscrire l'eau à l'agenda politique mondial.Il a surtout montré qu'il existait une volonté collective émergente de penser l'eau comme un enjeu global, transversal, vital.

Une conférence mondiale pour donner un cap et des priorités

La prochaine étape pourrait être franchie très bientôt à Nice, lors de la Conférence des Nations unies sur l'Océan (UNOC3). Car on ne peut plus séparer les océans de l'eau douce : tout fait partie d'un même grand cycle, fermé, planétaire, fragile et nous dépendons tous de ce système commun, dont le déséquilibre menace la vie. Il ne s'agirait pas ici de créer une nouvelle institution, mais d'organiser la coopération autour d'une vision commune, claire et ambitieuse.

Des signaux positifs émergent, notamment en Europe. En France, le Plan Eau de 2023 pose les bases d'une politique de sobriété et de résilience. Et à l'échelle européenne, la Commission vient de publier sa première stratégie de résilience de l'eau, affirmant le rôle stratégique de cette ressource pour la sécurité, la santé et l'économie du continent.

UNOC3 doit être l'occasion de faire un pas décisif en se dotant collectivement d'objectifs clairs pour protéger et gérer l'eau à long terme. Ces objectifs mondiaux donneraient un cap, que chaque État pourrait traduire en trajectoire nationale, adaptée à ses réalités et ses priorités.

L'eau n'est ni locale, ni étrangère : elle est le lien invisible qui nous unit tous. La reconnaître comme un bien commun mondial, c'est enfin se donner les moyens d'en prendre soin, pour aujourd'hui... et pour demain.

Source : La Tribune.fr ; Publié le 23/06/25

ÉGYPTE

Un appel d'offres évoqué pour privatiser plusieurs aéroports

Annoncé il y a quelques mois, le plan de transfert de la gestion des aéroports égyptiens à des privés amorce la phase de mise en œuvre. L'initiative devrait aider à renforcer les capacités infrastructurelles et à stimuler les flux.

L'Égypte s'apprête à franchir une étape clé de son programme de privatisation des infrastructures aéroportuaires. Selon des propos attribués par la presse locale au Premier ministre Mostafa Madbouly, un appel d'offres sera lancé d'ici la fin de l'année pour transférer la gestion de plusieurs plateformes à des opérateurs privés. Ceci est évoqué après un entretien avec Makhtar Diop, Directeur général de la Société financière internationale (IFC), un partenaire avec qui le pays a conclu en mars dernier un accord de consultance pour l'accompagner dans l'ouverture de 11 aéroports au secteur privé.

Ce processus de privatisation s'inscrit dans une stratégie plus large visant à attirer des capitaux privés pour financer l'extension et la modernisation des infrastructures. Il répond aussi à l'ambition du gouvernement d'attirer 30 millions de touristes d'ici 2028, soit près du double du volume actuel.

La réforme devrait, selon le ministère du Tourisme et des Antiquités, renforcer la connectivité des régions intérieures, facilitant ainsi l'accès à de nombreux sites encore peu desservis. Une amélioration de l'attractivité du pays pour les compagnies aériennes est également attendue, avec des retombées sur la fréquentation des aéroports.

Selon un rapport de l'Association internationale du transport aérien (IATA), le secteur touristique soutenu par l'aviation civile génère 15 milliards USD et emploie environ 1,2 million de personnes en Égypte. La chaîne logistique du transport aérien national, incluant les activités connexes, contribue pour sa part à 21,1 milliards USD au PIB, et maintient 1,4 million d'emplois.

D'ICI 2030

Le secteur culturel saoudien devrait tripler la part du PIB pour atteindre 48 milliards $

L'Arabie saoudite prévoit de porter la contribution du secteur culturel au produit intérieur brut à 3 % - soit 180 milliards de SR (48 milliards de dollars) - d'ici 2030, contre moins de 1 %, selon le ministre de la Culture, le prince Badr bin Abdullah bin Farhan.

Dans une interview accordée à Al-Eqtisadiah, le ministre a déclaré que le secteur avait déjà dépassé sa part de 0,91 % du PIB, les objectifs de la Vision 2030 étant atteints plus tôt que prévu.

"La Vision 2030 constitue le fondement de la stratégie et de l'orientation du ministère de la culture", a-t-il déclaré.

"D'ici 2030, nous envisageons un environnement culturel qui nourrit les talents, encourage l'innovation au niveau local et international, et soutient l'épanouissement des entreprises créatives et culturelles". a déclaré le prince Badr lors de l'entretien. "À terme, notre objectif est de porter la contribution du secteur au PIB à 3 %, ce qui équivaut à 180 milliards de francs suisses. "Cela représente la mission principale du ministère de la culture et de ses organes affiliés, qui doivent conduire une transformation culturelle ambitieuse.

Depuis la création du ministère en 2018, l'emploi dans le secteur a bondi de 318 %, tandis que le nombre de diplômés en culture a atteint 28 800 en 2024, soit une augmentation de 79 % par rapport à 2018. Le ministère a également délivré plus de 9 000 licences, tandis que les associations culturelles et les clubs amateurs sont passés de 28 à 993.

"L'un des résultats notables est l'augmentation du pourcentage de citoyens qui estiment que la culture est importante, qui est passé de moins de 70 % à 92 %", a déclaré le prince Badr. Le ministère supervise également les célébrations nationales telles que la Journée de la fondation et la Journée du drapeau, et a répertorié 9 317 sites d'antiquités et 25 000 sites du patrimoine urbain.

L'Arabie saoudite a désormais atteint son objectif Vision 2030 de posséder huit sites du patrimoine mondial de l'UNESCO, Al-Faw rejoignant la liste en 2024. La fréquentation des événements culturels a dépassé les 23,5 millions entre 2021 et 2024, et des festivals majeurs tels que le Festival du film de la mer Rouge et la Biennale des arts islamiques sont devenus des attractions mondiales.

MODERNISATION DU RAIL EN TUNISIE

Une vision stratégique soutenue par la BERD

La BERD avait accordé à la Tunisie un prêt pour moderniser son réseau ferroviaire. Ce financement qui couvre l'amélioration des infrastructures et équipements répond à une vision globale de diversité des offres de transport public et d'augmentation des volumes de fret ferroviaire.

Le réseau ferroviaire tunisien va franchir une nouvelle étape du processus de modernisation initié depuis quelques années avec un appui financier de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement). La Banque a en effet annoncé pour le 30 juin la phase des appels d'offres pour les acquisitions de matériel, le consulting ainsi que les travaux proprement dits.

Cofinancé à hauteur de 160 millions d'euros par la BERD et 25 millions d'euros par l'État, le programme vise à renforcer l'efficacité, la sécurité et la connectivité du réseau. Il comporte trois volets, dont la réhabilitation de la ligne Tunis - Kasserine, tronçon clé pour le fret et le transport de passagers. Le second volet prend en compte l'électrification et le doublement de la ligne Mokninе - Mahdia, tandis que le troisième porte sur l'acquisition de cinq nouvelles rames automotrices électriques.

Les travaux d'infrastructures incluront entre autres le renouvellement des voies et un réalignement du tracé. À terme, ils devraient réduire les temps de trajet et accroître la sécurité afin d'augmenter le rythme et la fréquence des navettes et soutenir la fluidité des échanges régionaux. Ce projet marque ainsi un développement notable de ce mode de transport, dont les principaux défis sont liés à la capacité, la vétusté des infrastructures et des équipements, ainsi qu'au défaut de ponctualité du service sur certaines lignes.

Parmi les initiatives de l'État pour atténuer ces contraintes figure l'extension en cours du Réseau de trains rapides (RFR) qui relie le centre-ville de Tunis à ses banlieues. La ligne D a été mise en service en janvier 2025. Les autorités ambitionnent aussi de dynamiser le trafic de fret, notamment les expéditions de phosphate, un des principaux produits d'exportation du pays. Selon la presse locale, il a contribué à jusqu'à 4% du PIB en 2023.

L'ART DU MADE IN THE UAE

Cap sur l'industrialisation

À l'occasion de la quatrième édition du forum Make in the Emirates, à Abu Dhabi et visant à promouvoir l'écosystème industriel des Émirats Arabes Unis (EAU), la Banque de Développement des Émirats (Emirates Development Bank) a annoncé le lancement du Emirates Growth Fund (EGF).

Ce fonds, à hauteur de 1 Md AED, est destiné à soutenir le développement et la compétitivité des petites et moyennes entreprises (PME) basées aux EAU. L'acquisition par l'EGF d'une participation minoritaire dans le fournisseur de soins de santé Tarmeem Healthcare Holding TLD constitue la première opération de ce nouvel instrument.

Le fonctionnement de ce nouveau fonds, qui assure le financement des PME via des prises de participation minoritaires en capital plutôt que par endettement, est novateur. En effet, les initiatives gouvernementales existantes reposent principalement sur le crédit, à l'instar du Khalifa Fund qui propose des prêts à taux zéro ou du Dubai SME qui constitue une division du Département du Développement Économique de Dubaï. L'EGF détiendra lui des participations qui se situeront entre 20 % et 40 % du capital des PME, offrant une solution de financement viable et sans endettement aux entrepreneurs tout en leur permettant de garder le contrôle sur leur entreprise. Par ailleurs, il permettra l'élargissement de la base des potentiels bénéficiaires, n'étant pas cantonné aux citoyens émiriens.

En s'inscrivant dans le segment du capital-développement, les investissements envisagés permettront de répondre à un besoin stratégique du financement des PME.

En effet, ces financements interviendront dans un stade charnière du développement des PME, ni trop « early stage » (capital-risque), ni trop avancé, le marché étant à ce stade capable de répondre au besoin. En considérant que la majorité des PME du pays se situent dans cette catégorie, la valeur ajoutée d'un tel fonds n'en est que renforcée, en plus de constituer une alternative aux financements par voie bancaire qui demeurent complexes. Selon Najla al Midfa, Managing Director de l'EGF, ce fonds permettrait de combler un financing gap estimé à 2 Mds USD.

En soutenant le développement de PME actives dans des secteurs industriels clés, l'EGF agira comme un catalyseur de la diversification économique des EAU.

Alors même que les PME représentaient l'écrasante majorité des entreprises du pays (94%) et qu'elles contribuaient à 63% de son PIB non-pétrolier en 2023 selon le FMI, les investissements de l'EGF viseront les secteurs stratégiques de la santé, de la sécurité alimentaire, de la technologie et de la fabrication avancée.

Ils permettront d'appuyer la stratégie industrielle des EAU qui porte l'ambition d'augmenter la contribution du secteur à 82 Mds USD (300 Mds AED) à horizon 2031, tout en soutenant la volonté du gouvernement de financer 13 500 PME via la Banque de Développement des Émirats d'ici cette même date.

SÉNÉGAL

Vers la mise en place d'une véritable chaîne de valeur automobile

Partant de quelques unités de production encore modestes qui constituent la base d'une industrie automobile naissante, le Sénégal cherche à structurer davantage ce secteur. Le pays mise notamment sur l'expertise chinoise pour soutenir cette dynamique.

Le Sénégal prépare une nouvelle étape de son plan de modernisation des transports et de développement industriel. En marge du Forum économique de Hangzhou, le Premier ministre Ousmane Sonko a supervisé la signature d'accords structurants entre le Fonds de développement des transports terrestres (Fdtt), l'Association de financement des transports urbains (Aftu) et plusieurs partenaires chinois dont China Africa Investment and Development (Caid). Selon les informations relayées par la presse locale, les accords portent entre autres sur la mise en place d'une unité industrielle d'assemblage et de montage de bus à gaz et électriques, en collaboration avec le constructeur Yutong et le groupe Zhenhuai Construction. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme « Sénégal Vision 2050 » et du projet de renouvellement de plus de 40 000 véhicules pour un parc plus moderne et moins polluant.

Au-delà de l'ambition de moderniser le transport public, le projet impulse une avancée vers la construction d'une véritable chaîne de valeur automobile au Sénégal. Il viendra renforcer un écosystème naissant, complétant la présence d'acteurs déjà implantés dans le pays, à l'image de l'usine de montage de véhicules de Touba dont le ministre de l'Industrie avait annoncé la mise en exploitation dès février dernier.

Cette dynamique préfigure une accélération de la stratégie industrielle du pays. La consolidation des différents maillons de la chaîne, de l'assemblage à la logistique en passant par les infrastructures (gares routières, aires de repos, stations de recharge, etc.) pourrait permettre de poser les fondements d'une industrie automobile locale, génératrice d'emplois, de transfert de compétences et de valeur ajoutée.

La première phase de ce plan prévoit d'ici cinq ans le remplacement de 6000 véhicules urbains et interurbains. Une opération qui complétera les projets phares de transport urbain tels que le TER, le BRT et le téléphérique de Dakar, visant une meilleure intégration et une efficacité accrue de la mobilité urbaine. Le Sénégal souhaite faire du transport un levier de transformation structurelle, tout en répondant aux enjeux de transition énergétique, de souveraineté industrielle et de compétitivité économique.

GABON

La BCEG lancera B Cash, sa néobanque mobile

La Banque pour le commerce et l'entrepreneuriat du Gabon annonce le lancement prochain d'une néobanque 100% mobile. Destinée aux travailleurs du secteur informel, cette institution vise à élargir l'accès aux services financiers au Gabon, via des téléphones mobiles.

La Banque pour le commerce et l'entrepreneuriat du Gabon (BCEG) prépare le lancement d'une néobanque 100% mobile dénommée B Cash. Le projet a été annoncé le dimanche 22 juin 2025.

Cette banque fonctionnera via le téléphone mobile et proposera des services financiers accessibles aussi bien sur smartphone que sur téléphone basique, à travers un système USSD. B Cash vise en priorité les personnes qui n'ont pas accès aux banques traditionnelles, notamment celles vivant dans les zones mal desservies.

La néobanque s'adressera principalement aux travailleurs du secteur informel : commerçants, artisans, transporteurs, agriculteurs urbains et petits entrepreneurs. Ce groupe représente environ 80% des emplois et près de 50% du produit intérieur brut (PIB) du Gabon. L'objectif est de leur permettre de réaliser des opérations simples comme le dépôt, le retrait, le paiement ou encore l'épargne, sans passer par une agence bancaire.

Le marché bancaire gabonais est actuellement dominé par 8 banques. La BCEG, qui opère dans ce secteur, a officiellement lancé ses opérations en décembre 2024.

TOGO

Star Garments inaugure sa 1ere usine textile africaine à Lomé, avec 4 000 emplois dans le viseur

Le groupe Star Garments a inauguré sa première usine africaine au Togo, sur la PIA de Lomé. Un projet structurant porté par Komar et la SFI, et qui vise 4 520 emplois d'ici à 2030. C'est dans une ambiance solennelle que le groupe textile Star Garments a officiellement lancé, ce mercredi 18 juin, les activités de sa nouvelle usine sur le site de la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA), à une vingtaine de kilomètres de la capitale togolaise. Il s'agit de la première implantation africaine du groupe d'origine sri-lankaise, adossé à l'américain Komar, acteur majeur de l'industrie mondiale de l'habillement. L'opération marque un pas stratégique pour le Togo, qui ambitionne de devenir un hub régional de transformation du coton. La cérémonie, présidée par le Président du Conseil togolais Faure Gnassingbé, a réuni ministres, diplomates, représentants de la Société financière internationale (SFI) et dirigeants du groupe. Tous ont salué un projet porteur d'emplois, d'investissement et de perspectives nouvelles pour le tissu industriel togolais.

« Ce n'est pas simplement une usine.

Une décision mûrie à l'échelle mondiale

C'est un investissement, un partenariat, un pari sur l'avenir du Togo », a déclaré Arumugampillai Sukumaran, directeur général de Star Garments Group, devant les autorités, investisseurs et institutions de développement. Il a rappelé que le choix du Togo est le fruit d'une réflexion entamée dès 2019.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

La BAD s'implique dans la lutte contre les flux financiers illicites

Le Groupe de la Banque africaine de développement a conclu avec succès un atelier de haut niveau suivi d'un dialogue politique, visant à renforcer les capacités de la République centrafricaine en matière de lutte contre les flux financiers illicites et à améliorer la gouvernance des prêts adossés aux ressources.

Organisé à Bangui du 10 au 13 juin 2025 sous le thème « Exploiter la richesse de l'Afrique : freiner les flux financiers illicites pour une croissance et un développement résilient, cet événement de quatre jours a réuni 80 participants issus des principaux ministères - Finances, Economie, Plan, Environnement, Mines et Géologie - ainsi que la société civile, le secteur privé et les communautés locale.

Parmi les panélistes de haut niveau figuraient Felix Moloua, ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération et gouverneur de la Banque pour la RCA, Rufin Benam Beltoungou, ministre des Mines et de la Géologie et Chantal Laure Djebebe, ministre, conseillère du Premier ministre chargée des ressources naturelles.

Les flux financiers illicites sont un défi majeur à l'échelle du continent, siphonnant chaque année plusieurs milliards de dollars, et limitant fortement les capacités des pays africains à mobiliser des ressources internes pour financer leur développement.

« La République centrafricaine est riche de ressources naturelles : or, diamant, uranium, cuivre, forêt, entre autres. Mais sans une surveillance accrue des capacités institutionnelles et une planification stratégique adéquate, ces ressources naturelles peuvent devenir une source de fragilité politique, d'activités illicites et d'endettement insoutenable », a prévenu M. Beltoungou.

Les participants à l'atelier ont souligné le recours croissant aux prêts adossés aux ressources – des mécanismes de financement garantis par les ressources naturelles – pour le développement des infrastructures. Bien que ces instruments permettent de mobiliser des financements essentiels, ils comportent également des risques.

« Les prêts adossés aux ressources sont des prêts garantis par des ressources qui peuvent faciliter la construction d'infrastructures, telles que les routes, hôpitaux, écoles. Toutefois, il faut de la prudence dans les conditions de remboursement si l'on ne maîtrise pas encore la comptabilité de ses ressources », a souligné Médard Goudozoui, ingénieur géologue et bénéficiaire de la formation.

TANZANIE

Le pont JP Magufuli, levier stratégique pour l'économie de la région du lac Victoria

En construction depuis 2019, le pont JP Magufuli est finalement entré en exploitation. D'après les autorités tanzaniennes, il sera un catalyseur pour la mobilité, le commerce transfrontalier et le tourisme dans le bassin du lac Victoria ainsi qu'en Afrique de l'Est.

Présenté comme le plus long d'Afrique de l'Est, le pont John Pombe Magufuli a été inauguré et mis en service le jeudi 19 juin 2025 dans la région du lac Victoria. Il marque un tournant important dans la transformation structurelle du paysage logistique et économique de l'ouest tanzanien. Cette infrastructure de plus de 3 km qui relie Kigongo à Busisi dans la région de Mwanza, constitue en effet selon les autorités un instrument stratégique pour le commerce avec les pays voisins, pour la plupart enclavés.

Jusqu'alors, la traversée du lac sur cet axe reposait exclusivement sur les ferries, souvent surchargés et vulnérables aux aléas climatiques, sujets à des naufrages récurrents. Les véhicules devaient parfois patienter jusqu'à deux heures pour embarquer, avec un temps de traversée pouvant atteindre trois heures. Grâce au nouveau pont, ce trajet s'effectue désormais en à peine cinq minutes.

La réduction drastique du temps de traversée et l'amélioration de la fiabilité du transport devraient entraîner une diminution de 10 à 15% des coûts logistiques selon les autorités tanzaniennes. Un allègement qui renforcera la compétitivité des industries locales, souvent pénalisées par les retards et les surcoûts liés aux ferries.

Selon les données officielles, plus d'un million de personnes vivant dans la région du lac Victoria devraient bénéficier de cet ouvrage, qui améliore ainsi l'accès aux soins, à l'éducation et aux opportunités économiques. Le secteur du tourisme pourrait également connaître un nouvel essor, la région de Mwanza étant connue pour ses paysages lacustres et sa proximité avec les grands parcs nationaux.

CAC40

Rebondit à la faveur du fragile cessez-le-feu en Iran

La Bourse de Paris gagne 1,3% ce matin, autour des 7635 points, tirée par Accor (+4,7%), Saint-Gobain (+4,3%) et Teleperformance (+3,3%).

L'indice parisien profite de la désescalade au Proche-Orient où Donald Trump a annoncé la mise en place d'un cessez-le-feu entre Tel Aviv et Téhéran. Cette pause semble néanmoins fragile : Israël vient d'annoncer ' une violation flagrante du cessez-le-feu ' de la part des Iraniens, promettant aussitôt ' une riposte vigoureuse '.
Les signes d'apaisement dans le conflit israélo-iranien avaient déjà fait remonter les Bourses américaines hier soir, après un début de séance sans grandes variations. Les investisseurs scrutent donc attentivement la situation, dans l'attente des derniers développements.
Sur le front des statistiques, le climat des affaires en Allemagne s'améliore, au vu de l'indice ifo qui ressort à 88,4 en juin contre 87,5 en mai, avec une hausse timide pour l'évaluation de la situation actuelle (+0,1 point à 86,2), mais plus sensible pour les attentes (+1,7 point à 90,7).
Les investisseurs attendent aussi aux Etats-Unis cet après-midi l'indice de confiance des consommateurs du Conference Board, qui devrait montrer que le moral des ménages résiste pour l'instant plutôt bien à l'impact des nouveaux droits de douane décidés par l'administration Trump.
A 16h00 débutera par ailleurs l'audition de Jerome Powell, le président de la Fed, devant le Comité des services financiers de la Chambre des représentants, qui devrait s'en tenir à son discours prudent de la semaine dernière, lorsque l'institution avait décidé de laisser ses taux inchangés.
Les intervenants seront également attentifs au sommet de l'OTAN, qui s'ouvre aujourd'hui à La Haye et qui pourrait marquer un tournant décisif pour la stratégie de défense de l'Europe.
Sur le compartiment obligataires, les US T-Bonds à 10 ans évoluent à 4,32% tandis que le Bund de même échéance est à 2,52% et l'OAT à 3,23%.
La désescalade au Moyen-Orient ne profite pas au dollar. L'euro s'échange ainsi à 1,16$ (+0,1%).
Les cours du pétrole s'inscrivent en forte baisse en réaction à la détente sur le front géopolitique.
Le Brent de mer du Nord, qui avait ouvert à plus de 80 dollars le baril hier matin recule vers 68,9$ (-2,4%). Dans l'actualité des sociétés tricolores, Bic annonce que son directeur financier Chad Spooner a décidé de quitter ses fonctions à compter du 11 juillet afin de saisir une nouvelle opportunité professionnelle, après cinq années 'au cours desquelles il a joué un rôle majeur dans l'exécution réussie du Plan Horizon'.
Renault a annoncé mardi avoir confié à un prestataire de services d'investissement un mandat portant sur l'acquisition d'un nombre maximum de 300.000 actions.
Interparfums indique étudier les modalités de la fusion par absorption de sa société mère, Interparfums Holding, qui détient 72,3% de son capital et 83% de ses droits de vote.

BOURSE ZURICH

Regain de confiance, dans l'espoir d'un cessez-le-feu

La Bourse suisse prenait ses marques mardi matin pour une tentative de rebond, dans un contexte d'accalmie pressentie au Moyen-Orient. Le président des Etats-Unis a décrété un cessez-le-feu entre Israël et l'Iran, qu'aucun des deux protagonistes ne semblait pressé de confirmer dans l'immédiat. La République islamique a revendiqué le tir dans la nuit de nouvelles salves de missiles à destination de l'Etat hébreux.
Les milieux économiques, eux, voulaient croire dans un apaisement. "Une fois de plus, l'Iran semble avoir lancé des représailles tout juste suffisantes pour sauver la face, sans risquer de déclencher une escalade supplémentaire," observe Ipek Ozkardeskaya, analyste pour la banque en ligne glandoise Swissquote.
"Nous prévoyons que les marchés, qui disposent d'une capacité d'attention notoirement brève, vont se reconcentrer sur les droits de douane et la Fed, dont les membres affichent des divisions croissantes à l'approche d'une allocution de son président Jerome Powell sur le coup de minuit," anticipe de son côté Tony Sycamore, chez IG.
A 08h10, le pré-SMI extrapolé par Julius Bär laissait augurer une ouverture en hausse de 1,49% à 12'032,08 points, dans un camaïeu de vert.
Les désormais distincts géants des matériaux de construction Holcim (+3,5%) et Amrize (+3,4%) caracolaient en tête d'indice, au lendemain de l'autonomisation du second du giron du premier.
Les poids lourds défensifs fermaient la marche, Nestlé, Roche et Novartis s'enrobant tout de même de 1,1% chacun, quand Swisscom prenait 0,9%.

MARCHÉS EN ASIE

Reflux du pétrole, Bourses revigorées, les yeux sur le Moyen-Orient

Les prix du pétrole continuaient leur dégringolade mardi en Asie. Vers 02H00 GMT, le baril de WTI américain reculait de 3,28% à 66,26 dollars et celui de Brent de la mer du Nord de 3,04% à 69,29 dollars.
Les prix de l'or noir continuaient de plonger, après avoir déjà dévissé de plus de 7% lundi. Vers 02H00 GMT à la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei grimpait de 1,10% à 38.766 points et l'indice élargi Topix de 0,76% à 2.782 points. La Bourse de Séoul bondissait de 2,46%, Sydney de 1,12%, Taipei s'adjugeait 1,92%. L'indice hongkongais Hang Seng progressait de 1,64%.
Les inquiétudes sur une escalade du conflit au Moyen-Orient s'étant atténuées depuis lundi, les traditionnelles valeurs refuges perdaient de leur éclat. Vers 02H15 GMT, l'or reculait de 0,66% à 3.346 dollars l'once. Le billet vert, qui de son côté s'était raffermi ces derniers jours dans un marché affolé, cédait 0,34% face à la monnaie japonaise, à 145,65 yens pour un dollar.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 23 Juin 2025
Valeur : 25 Juin 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	130.3055	130.3205
1	EUR	EURO	149.7210	149.7643
1	GBP	POUND STERLING	175.0477	175.1149
100	JPY	JAPANESE YEN	88.4146	88.4308
1	CNY	CHINESE YUAN	18.1343	18.1368
1	CHF	SWISS FRANC	159.5512	159.5892
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.6575	94.6959
1	DKK	DANISH KRONE	20.0819	20.0867
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.4459	13.4515
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.8643	12.8679
1	AED	UAE DIRHAM	35.4804	35.4894
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.7268	34.7364
1	KWD	KUWAITI DINAR	425.2790	425.6058
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.8016	44.2418
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2616	14.2633
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.8698	23.9921
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2634	3.2736
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.6914	177.6914

L'Europe rebondit avec l'annonce d'un cessez-le-feu entre l'Iran et Israël

Les principales Bourses européennes sont en net rebond mardi en matinée avec l'annonce de l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu entre Israël et l'Iran, ce qui provoque un retour vers les actifs risqués, une baisse du dollar, une stabilité des rendements obligataires et un important recul des prix du pétrole. À Paris, le CAC 40 prend 1,41% à 7.643,69 points vers 07h30 GMT. À Londres, le FTSE 100 avance de 0,44% et à Francfort, le Dax gagne 1,82%.
L'indice EuroStoxx 50 progresse de 1,66%, le FTSEurofirst 300 de 1,27% et le Stoxx 600 de 1,22%.
Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une hausse de 0,94% pour le Dow Jones, de 0,99% pour le Standard & Poor's 500 et de 1,30% pour le Nasdaq au lendemain d'une séance dans le vert.
Le président américain, Donald Trump, a annoncé mardi qu'un cessez-le-feu était désormais en vigueur entre Israël et l'Iran au douzième jour de confrontation armée entre les deux pays. Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a déclaré que l'Etat hébreu acceptait cette proposition de trêve, alors que s'ouvre ce mardi le sommet de l'Otan à La Haye. "A la suite de l'annonce de Trump, le marché s'est tourné vers le risque", souligne Shuutarou Yasuda, analyste marchés chez Tokai Tokyo Intelligence Laboratory.
Signe d'un reflux des craintes, l'indice de la volatilité à Wall Street plonge de plus de 8%.
Aux valeurs, le secteur pétrolier en Europe (-3,46%) est délaissé alors que le Brent est tombé à un plus bas depuis le 11 juin. TotalEnergies, BP, Shell et Equinor chutent de 4% à 7%.
Dans l'actualité des entreprises, FDJ United prend 2,70% après la présentation de son plan stratégique "Play Forward 2028", tandis qu'OVH dévisse de 9,71% après ses résultats trimestriels.
Monte Dei Paschi Di Siena avance de 3,12% après avoir reçu le feu vert de la Banque centrale européenne (BCE) pour le rachat de Mediobanca (+2,43%), selon une source proche du dossier.
Outre la géopolitique, le marché attend des interventions de banquiers centraux dans le courant de la journée, notamment l'audition de Jerome Powell, le président de la Réserve fédérale américaine, devant le Congrès. La veille, la vice-présidente de la Fed, Michelle Bowman, a estimé lundi qu'il était temps d'envisager un ajustement des taux directeurs.

ROYAUME UNI

Amazon annonce un investissement titanesque de 46 milliards d'Euros

La multinationale américaine va investir 40 milliards de livres au Royaume-Uni pour construire quatre centres de distribution, des centres de données et réhabiliter des studios de cinéma.

Le géant de la distribution en ligne Amazon va investir 40 milliards de livres (46 milliards d'euros) au Royaume-Uni, un engagement titanesque présenté comme un signal fort par le gouvernement britannique, confronté à des difficultés économiques.
Le Premier ministre Keir Starmer, qui a rencontré le directeur général du groupe de Seattle Andy Jassy la semaine dernière, voit dans cet investissement sur trois ans (dont une partie était déjà connue) une "grande victoire", ainsi qu'"un vote de confiance" pour le Royaume-Uni.
Cet engagement tombe à pic pour l'exécutif travailliste, qui peine à tenir sa promesse de relancer la croissance, ballotée entre les droits de douane américains, les tensions géopolitiques et les critiques internes sur sa politique économique, avec des hausses d'impôts et des investissements publics jugés peu réalistes par l'opposition.
Le géant américain s'offre pour sa part une nouvelle annonce d'envergure, lui qui investit à coup de dizaines de milliards dans le monde entier depuis des années.
En février dernier, Andy Jassy affichait l'ambition d'investir plus de 100 milliards de dollars (87 milliards d'euros) sur l'année, principalement dans le cloud (informatique à distance) et l'intelligence artificielle (IA).

Une stratégie industrielle lancée par le gouvernement

Les milliards d'Amazon au Royaume-Uni coïncident opportunément avec le lancement par le gouvernement d'une stratégie industrielle sur dix ans, visant à en faire "le meilleur pays pour investir", selon le ministre du Commerce, Jonathan Reynolds, cité dans le communiqué.
"Le fait que de grandes entreprises internationales comme Amazon misent sur le Royaume-Uni montre que nous sommes sur la bonne voie", insiste le ministre, attendu mardi au siège du groupe à Londres.
Les 40 milliards de livres serviront à construire quatre centres de distribution à Hull, Northampton (tous deux déjà connus) et dans les East Midlands.
Une partie de la somme financera aussi la réhabilitation des studios de cinéma historiques de Bray, acquis en juillet 2024, pour y tourner des films et des séries.
Amazon a d'ailleurs signé en décembre un accord avec Games Workshop, l'entreprise britannique détentrice des droits de Warhammer 40.000, pour produire des films et séries tirés de cet univers de fantasy futuriste, un projet qui inclut l'acteur Henry Cavill, interprète de "Superman" et "The Witcher".
Le groupe a également pris en février le contrôle créatif de la franchise James Bond après un accord avec les producteurs historiques des films, la famille Broccoli, qui resteront cependant copropriétaires.

ETATS-UNIS

L'Etat de New York lance le projet d'une nouvelle centrale nucléaire

La gouverneure de l'Etat de New York, Kathy Hochul, a annoncé lundi avoir initié le projet d'une nouvelle centrale nucléaire, dans un pays qui n'a plus vu de mise en chantier dans le secteur depuis 2009, une nouvelle illustration du virage pris par les Etats-Unis. La responsable démocrate a donné mission à l'Agence de l'énergie de cet Etat de "développer et de construire une centrale nucléaire de nouvelle génération dans le nord de l'Etat de New York", a-t-elle indiqué lors d'une conférence de presse. La décision marque une rupture avec ses prédécesseurs, en particulier l'ancien gouverneur démocrate Andrew Cuomo, aujourd'hui candidat à la mairie de New York, qui avait négocié la fermeture, en 2021, de la centrale d'Indian Point, jugée trop proche de la métropole américaine (environ 50 km).
Plusieurs opérateurs ont initié ces derniers mois la réouverture de centrales existantes inactives ou en voie de fermeture aux Etats-Unis, mais il n'était, jusqu'ici, pas encore question de construire un nouveau réacteur. La gouverneure de New York souhaite que cette nouvelle centrale ait une capacité d'un gigawattheure (GWh), équivalent de la production d'une centrale conventionnelle, sur un site encore à déterminer. Elle n'exclut pas de bâtir d'autres réacteurs dans les années à venir.

ALLEMAGNE

Berlin dévoile de nouvelles mesures de relance économique

« Germany is back », avait promis le chancelier Friedrich Merz, début avril, lors de la présentation du contrat de coalition, la feuille de route de son alliance conservatrice-sociale démocrate pour la prochaine législature. Très attendu sur le volet économique, alors que le pays est enlisé dans la stagnation depuis 2019, le nouveau gouvernement a annoncé, mercredi 4 juin, un large plan de relance. D'ici à la fin de la législature en 2029, 46 milliards d'euros de baisses d'impôts et d'accélération des amortissements (soit, pour les entreprises, la possibilité de déduire plus rapidement les investissements de leurs impôts) devraient être accordés, avec un effet renforcé les premières années. L'objectif est de stimuler la croissance dès le prochain semestre, dans un pays où les investissements privés ont atteint un niveau historiquement bas. Le plan doit encore être approuvé par le Parlement avant l'été. « Avec notre "booster" de croissance, nous donnons un vrai coup d'accélérateur à l'économie », a déclaré Lars Klingbeil, le nouveau ministre des finances lors d'un point presse, mercredi. La mesure phare du plan est l'adoption d'un taux d'amortissement de 30 % sur les biens d'investissement (une entreprise qui investit 100 000 euros dans du matériel pourra ainsi déduire 30 000 euros par an de ses bénéfices imposables).

SUÈDEANS

Hausse des investissements

Dans un élan de confiance dans l'économie portugaise, les entreprises suédoises augmentent leurs investissements dans le pays, la majorité d'entre elles prévoyant une croissance substantielle d'ici à 2025. Cet optimisme, qui ressort d'une récente enquête menée par Business Sweden, l'ambassade de Suède et la Chambre de commerce suédo-portugaise, met en évidence la réputation croissante du Portugal en tant que destination attrayante pour les investissements directs étrangers.
Selon l'enquête, menée au début de l'année 2025, plus de la moitié des entreprises suédoises opérant au Portugal prévoient d'augmenter leurs investissements l'année prochaine, ce qui représente une augmentation notable par rapport à l'enquête de l'année précédente. L'enthousiasme des nouveaux entrants sur le marché portugais est particulièrement frappant, les deux tiers de ces entreprises prévoyant d'augmenter leurs investissements cette année.
Depuis 2019, les investissements des entreprises suédoises au Portugal ont bondi, doublant presque pour atteindre environ 3,1 milliards d'euros à la fin du premier trimestre de cette année. Cette croissance remarquable reflète l'approfondissement du partenariat économique entre les deux pays. Les entreprises suédoises ne se contentent pas d'investir davantage, elles sont aussi plus confiantes dans leurs perspectives commerciales. Un pourcentage impressionnant de 73 % des entreprises interrogées s'attendent à ce que leurs activités commerciales au Portugal augmentent au cours de l'année à venir, contre seulement 57 % l'année précédente. En outre, plus des trois quarts de ces entreprises ont déclaré être rentables en 2024, ce qui confirme le statut du Portugal en tant que marché rentable et résistant pour les entreprises suédoises.

FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL

La situation géopolitique est "la plus complexe"

Le monde fait face à la situation géopolitique "la plus complexe" depuis des décennies, a déclaré mardi le nouveau président du Forum économique mondial, Borge Brende, en marge d'un sommet dans la ville chinoise de Tianjin. "C'est le contexte géopolitique et géoéconomique le plus complexe que nous ayons vu depuis des décennies", a dit Borge Brende. "Si nous ne parvenons pas à relancer la croissance, nous pourrions malheureusement connaître une décennie de croissance plus faible", a-t-il ajouté. Plusieurs responsables politiques et acteurs économiques venus du monde entier, participent cette semaine à la rencontre du Forum économique mondial à Tianjin. Il est pour l'heure "trop tôt" pour évaluer pleinement l'impact de cette guerre commerciale, a estimé mardi Borge Brende à propos des nouveaux droits de douane introduits par les Etats-Unis. "Mais la mondialisation telle que nous l'avons connue a maintenant évolué vers un système différent", a-t-il poursuivi. "Un nouveau chapitre s'ouvre... d'autant que le commerce était le moteur de la croissance".

ALLEMAGNE

Le climat des affaires s'améliore plus que prévu en juin, selon Ifo

Le moral des entrepreneurs allemands s'est amélioré plus que prévu en juin, montre une enquête de l'institut Ifo publiée mardi. L'institut Ifo a déclaré que son indice du climat des affaires avait augmenté à 88,4 points en juin, contre 87,5 en mai. Les analystes interrogés par Reuters prévoyaient une hausse de l'indice à 88,2. "L'économie allemande reprend peu à peu confiance", a souligné le président de l'Ifo, Clemens Fuest.
L'Allemagne, seul pays du G7 à être sur deux années consécutives de contraction, fait face à une possible nouvelle contraction en 2025 en raison des droits de douane américains.

SOUVERAINETÉ

Le blocage ciblé de Microsoft pousse les dirigeants européens vers des solutions tech anti-USA

La récente suspension du compte email du procureur de la Cour pénale internationale par Microsoft n'est pas passée inaperçue. Cela a notamment ravivé les inquiétudes européennes sur la dépendance technologique envers les géants américains.

Nous savions déjà qu'il y avait du lobbying de la part des grandes entreprises technologiques étrangères pour influencer les décisions prises au sein de l'UE. Cette fois, l'incident survenu à la Cour pénale internationale nous a montré que les GAFAM étaient prêts à entraver le fonctionnement des institutions européennes. Face à ces risques, les responsables politiques et industriels européens appellent à repenser la gestion des infrastructures numériques.

La souveraineté numérique devient une priorité politique

Le procureur de la Cour pénale internationale Karim Khan a issu un mandat d'arrêt contre Benjamin Netanyahu et Yoav Gallant, respectivement premier ministre et ancien ministre de la Défense en Israël. Cette décision n'a pas été au goût du président américain Donald Trump, lequel a condamné M. Khan. Le mois dernier, l'entreprise américaine Microsoft a pris le parti de lui couper l'accès à sa messagerie.
Autant dire que ce cas illustre parfaitement les fragilités d'une dépendance trop marquée à des entreprises technologiques localisées hors de l'Union européenne. Si Microsoft a affirmé ne pas avoir interrompu l'ensemble des services à la Cour, la coupure ciblée a suffi à démontrer la vulnérabilité des institutions sur le Vieux Continent.
Selon le New York Times, cet épisode a suscité une accélération des réflexions sur la diversification des solutions cloud et la sauvegarde des données critiques, notamment aux Pays-Bas et en Allemagne, où des alternatives locales sont activement recherchées.

En finir avec la pression américaine

Plusieurs responsables, dont la députée allemande Alexandra Geese, dénoncent le risque de voir les infrastructures numériques utilisées comme levier d'influence étrangère, évoquant même des formes de "chantage" politique.
Des membres du personnel à la Cour pénale internationale ont jeté l'éponge sur leur compte Microsoft 365 et ont adopté les outils sécurisés de l'entreprise suisse Proton.
Selon le président de Microsoft Brad Smith, cette affaire a jeté de l'huile sur le feu.
Il estime qu'entre les deux blocs, la confiance s'est érodée depuis un certain temps déjà. L'entreprise américaine a récemment lancé son offre "Sovereign Cloud" en Europe. Celle-ci promet d'être en conformité avec les directives de l'Union européenne tout en proposant des outils avancés de gestion de la souveraineté des données.
Toutefois, certains experts dénoncent des mesures jugées purement cosmétiques, estimant que le cadre légal américain (Cloud Act) continue de primer sur la localisation des données et n'offre pas de garanties suffisantes.
Messageries, moteurs de recherche, stockages en ligne, hébergements, solutions de sécurité... il existe aujourd'hui plusieurs alternatives européennes et de nouvelles dynamiques, comme le rapprochement récent entre Ecosia et Qwant.
Nous rapportions récemment que 300 acteurs français avaient signé un manifeste pour accélérer cette souveraineté numérique. Dernièrement, c'est le Danemark qui a annoncé avoir amorcé un virage stratégique pour réduire son influence envers Microsoft et adopter des solutions open source.

Brèves

Google renforce ses Chromebook Plus avec l'IA

La gamme intègre plusieurs fonctionnalités, parmi lesquelles un outil de sélection d'écran pour rechercher ou capturer du texte, un outil dédié à l'explication de textes complexes, ainsi que NotebookLM. La fonction Simplify, qui facilite le résumé ou la clarification des contenus, fait également son apparition. Les utilisateurs peuvent aussi profiter de la touche "Quick Insert" pour générer des images ou améliorer leurs écrits. Google offre à tous les utilisateurs de Chromebook Plus un abonnement d'un an au plan Google AI Pro, incluant l'accès à l'application Gemini, aux outils Flow et Whisk, ainsi qu'à Gemini intégré à Gmail, Docs et Chrome. De plus, le dernier Lenovo Chromebook Plus 14 propose deux fonctionnalités exclusives : des recommandations pour organiser onglets et documents, ainsi qu'un éditeur d'images capable de supprimer les arrière-plans ou de créer des stickers. Ce modèle d'une dalle tactile Oled, équipé d'une puce MediaTek Kompanio Ultra, est disponible en versions 12 Go et 16 Go de RAM, proposées respectivement à 649 et 749$ HT.

Mark Zuckerberg recrute des pointures IA

On n'est jamais mieux servi que par soi-même. Le CEO de Meta-Facebook doit le penser puisqu'il s'investit en première ligne pour recruter les personnes les plus talentueuses pour renforcer ses activités dans l'intelligence artificielle. Selon le Wall Street Journal, le dirigeant passe ses journées à envoyer des courriels et des messages WhatsApp aux plus grands spécialistes de l'IA, dans un effort qualifié de « frénétique pour rattraper le temps perdu. » Il aurait ainsi personnellement contacté des centaines de chercheurs, scientifiques, ingénieurs en infrastructure, et entrepreneurs pour tenter de les convaincre de rejoindre le laboratoire de superintelligence qu'il est en train de mettre en place. Des packages salariaux à 100 M$ ont été évoqués pour appâter les stars de l'IA.

Snowcap Compute lève 23 M$ pour développer des puces IA

La start-up américaine mise sur la supraconductivité pour développer ses produits. Cette technologie, qui permet au courant de circuler sans résistance, promet de multiplier par 25 l'efficacité énergétique des centres de données, même en tenant compte du refroidissement cryogénique nécessaire au fonctionnement des puces. L'arrivée de Pat Gelsinger, ancien CEO d'Intel, au conseil d'administration, souligne l'ambition du projet face à la croissance exponentielle des besoins en calcul pour l'IA. Snowcap prévoit de lancer sa première puce d'ici fin 2026, avec l'objectif de repousser les limites actuelles de la performance tout en réduisant l'empreinte énergétique des datacenters.

Le Toyota Land Cruiser dispose enfin d'un nouveau moteur

Affûblé d'un énorme malus en France, le Toyota Land Cruiser n'a aucune chance d'exister. Et la France n'est pas un cas isolé puisque d'autres pays européens taxent lourdement sur les valeurs de CO2 à l'homologation. Pour arrondir les angles, Toyota lance une nouvelle motorisation sur le Land Cruiser, sauf que la dose d'hybridation est bien trop légère.

Pour retrouver la trace du Toyota Land Cruiser dans le classement des ventes en 2025 en France, il faut aller directement en bas du classement. Pour illustrer le côté confidentiel du Land Cruiser chez nous, sachez qu'il s'est vendu plus de Secma 1600 que de Land Cruiser cette année dans l'Hexagone. On peut même aller jusqu'à constater qu'il s'est immatriculé plus d'Aston Martin DB12 que de Land Cruiser. Les propriétaires de ces derniers sont donc des denrées rares chez nous, et l'on comprend pourquoi : avec plus de 250 g/km de CO2, et malgré son moteur diesel, le Land Cruiser hérite du malus maximal de 70 000 €. A rajouter aux plus de 80 000 € du modèle le moins cher. Ce qui fait une note à plus de 150 000 € clés en mains. Il faudra vraiment être passionné et fortuné pour aller signer un bon de commande.

Un Land Cruiser moins polluant… à peine

Toyota n'est pas allé chercher bien loin pour électrifier son Land Cruiser puisqu'il bénéficie désormais du bloc 2.8 diesel à microhybridation de l'Hilux. Un changement finalement mineur qui ne devrait faire gagner que quelques grammes au géant japonais, mais pas suffisamment pour qu'il passe sous la barre des 193 g/km lu permettant de voir son malus fondre enfin. Sur le Hilux, le gain était important mais les émissions restent tout de même au-delà des 200 g/km. Rappelons que le nouveau bloc à hybridation légère n'est vendu que sur la version double cabine, qui écope donc du malus.

Pas de Land Cruiser hybride

En mars dernier, Toyota lançait en effet la microhybridation sur le pick-up Hilux qui conservait son gros quatre cylindres à boîte automatique. Le petit moteur électrique de 16 ch et 65 Nm est alimenté par une batterie de 4Ah. Il bénéficie en outre d'un petit plus intéressant en tout-terrain puisque le régime moteur au ralenti est abaissé, tandis que le couple à basse vitesse est supérieur : idéal pour les manœuvres offroad délicates où il faut pouvoir bénéficier d'une force plus importante et plus simple à doser. Pour le Land Cruiser, il faudra attendre bien plus que cette version timidement électrifiée mais un hybride rechargeable n'est pas au programme du modèle tout-terrain phare du catalogue. Rappelons que notre version du Land Cruiser, surnommée « Prado », est assez largement différente du Land Cruiser vendu sur d'autres marchés, qui bénéficie notamment de motorisations V6 essence et diesel.

Pourquoi les constructeurs automobiles font face à un des plus grands paradoxes de leur histoire ?

Alors que certains modèles, notamment en Europe, vont voir leur carrière se prolonger bien au delà des durées que nous connaissions auparavant, des constructeurs entendent concevoir et lancer des nouveautés en seulement 2 ans. Un paradoxe étonnant, mais chaque stratégie a ses avantages et ses risques.
Au début de l'automne dernier, Renault confirmait qu'il entamait une nouvelle ère de son existence avec l'accélération du développement de certains modèles. Objectif : imaginer et lancer de nouvelles voitures en deux ans seulement. Et la première à concrétiser cette idée folle sera la nouvelle Twingo, mise au point avec un partenaire chinois, en Chine. Sauf que cette tendance n'en est pas totalement une. D'un côté, les Chinois qui se sont faits ces dernières années une spécialité des lancements à n'en plus finir, quitte à faire saturer le marché et à tomber dans une guerre des prix inévitable. De l'autre, quelques groupes automobiles historiques en Europe qui doivent faire face à un dilemme : comment concilier le ralentissement de la demande pour les électriques avec le besoin de continuer à faire des volumes pour ne pas sombrer ?

Pourquoi les voitures durent parfois plus longtemps qu'avant ?

Historiquement, la durée de vie d'une génération de voiture s'établit encore aujourd'hui en grande majorité entre 6 et 7 ans, avec un restylage à mi-carrière. Mais la décennie actuellement rebat toutefois les cartes, notamment pour tenir la difficile ligne de crête entre nécessité de réduire les émissions de CO2 en vendant plus d'électriques et conformité aux normes d'homologation toujours plus restrictives (GSR 2.0, Euro 7 à venir…), les constructeurs automobiles sont pris à la croisée des chemins. L'exemple le plus récent en date et le plus frappant est probablement le Macan chez Porsche. Devant l'impossibilité de le prolonger pour cause de nouvelle norme technologique, Porsche l'a retiré du catalogue en Europe et l'a remplacé par le nouveau modèle 100 % électrique qui est, sans surprise, bien incapable de reproduire les volumes de son ainé thermique. Rappelons que le Macan faisait partie des deux meilleures ventes mondiales de Porsche jusqu'en 2024 avec le Cayenne. Le constructeur de Stuttgart a donc sciemment fait une croix sur sa poule aux œufs d'or. Une situation qui tend d'ailleurs à se reproduire avec le Cayenne puisque Porsche compte finalement le faire prolonger jusqu'à 2030 à minima, en lui donnant quelques rafraichissements au passage. Les restylages pourraient donc se multiplier sur certains modèles européens, et la nouvelle politique des constructeurs est désormais claire : faire durer les véhicules thermiques ou hybrides qui fonctionnent le plus longtemps possible, tout en lançant en parallèle une nouvelle version électrique.

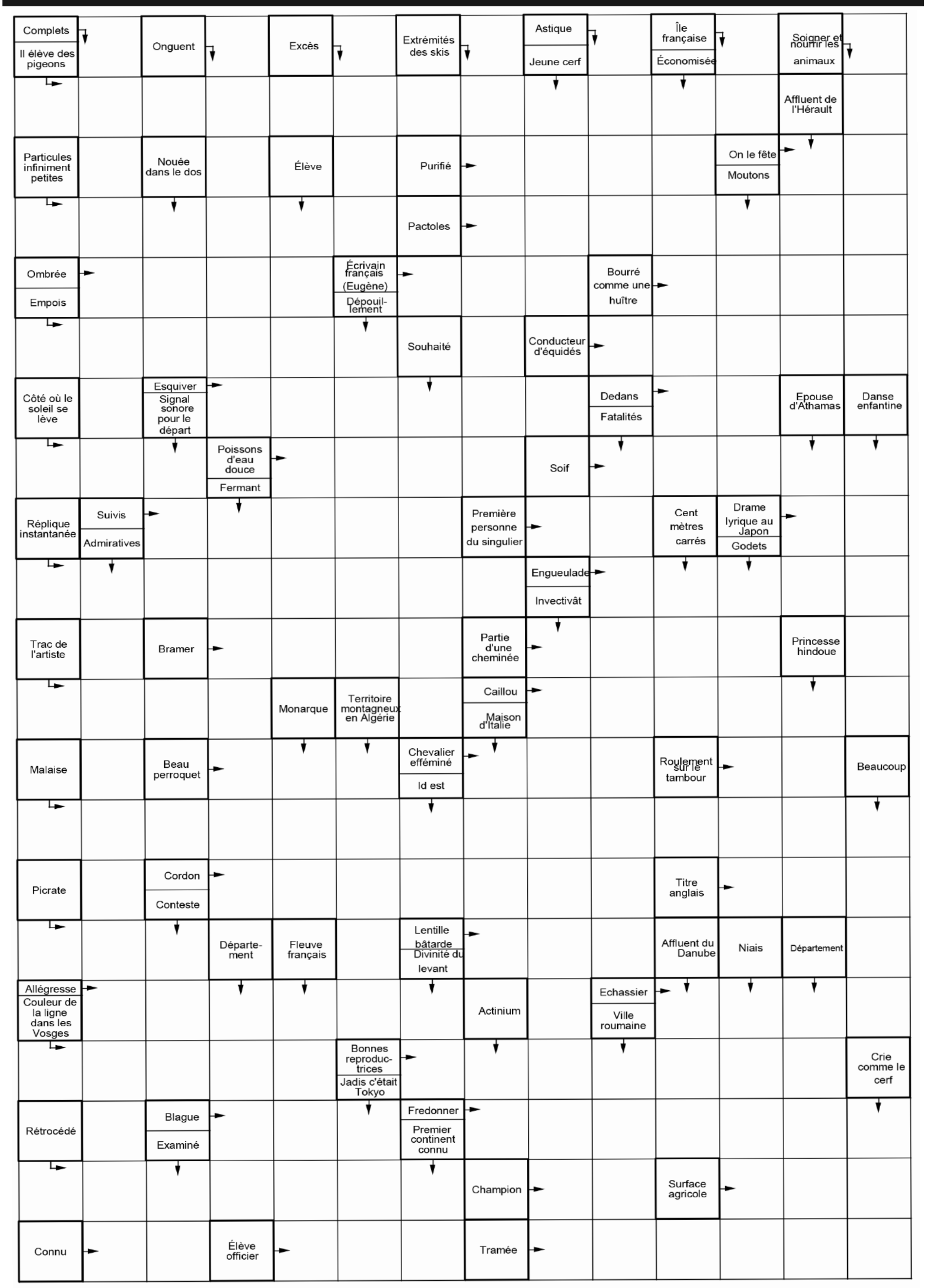
Peugeot jouera aussi double

C'est ainsi que Peugeot aurait repoussé le lancement de la nouvelle génération de 2008 à 2028. D'ici là, l'actuel modèle poursuivra sa route. En effet, le futur 2008 ne devrait logiquement exister qu'en électrique, si bien que Peugeot retarde au maximum son arrivée dans un contexte encore difficile pour les électriques en Europe. Au moment de l'arrivée du nouveau 2008, le modèle que nous connaissons aujourd'hui aura 10 ans de carrière, repoussant l'âge de la retraite. La 208 subira le même sort puisque les modèles thermiques/hybrides devraient subsister quand la nouvelle génération électrique arrivera.

Pourquoi lancer des nouveaux modèles aussi vite ?

Mais alors, pourquoi certaines marques décident d'accélérer la cadence pour certains modèles ? Tesla, qui n'est pourtant pas connu pour être le plus en retard sur les technologies, dispose d'un des plus vieux catalogues d'Europe. Et cela ne lui a pas empêché de faire un carton en 2024. Pour autant, le renouvellement à la hâte de certains modèles a une vertu : permettre aux constructeurs de mieux suivre le rythme des évolutions, notamment en matière d'électronique embarquée et de batteries.
Renault, par exemple, a été pris de court avec l'essor soudain de la batterie LFP alors que la marque au losange misait tout sur le NMC avec ses partenaires industriels. Et la marque française n'est pas la seule. La future Twingo, elle, sera construite autour d'une batterie LFP, et l'accélération des rythmes de développement permettrait théoriquement de s'adapter plus facilement à des changements d'environnement. Maintenant, il reste à savoir si le développement d'une nouvelle voiture en à peine 2 ans ne constitue pas un risque pour la fiabilité à plus long terme.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mercredi 25 juin 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Le Brent à 69 dollars

Les prix du pétrole reculent mardi sur les marchés mondiaux, sous l'effet d'un apaisement des craintes de perturbations de l'approvisionnement, en raison de l'évolution de la situation au Moyen-Orient. Vers 9h30 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, perdait 3,30% à 69,12 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, refluait de 3,28% à 66,26 dollars.

HYDROCARBURES

Tebboune reçoit une délégation de la société américaine Chevron

Par S R.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu hier à Alger une délégation de haut niveau de la compagnie pétrolière américaine Chevron, l'une des plus grandes entreprises énergétiques au monde. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la promotion des partenariats stratégiques dans le secteur des hydrocarbures et de l'ouverture accrue de l'Algérie aux investissements étrangers.
La réunion s'est tenue en présence de M. Boualem Boualem, directeur de cabinet à la Présidence de la République, de M. Mohamed Arkab, ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, ainsi que de M. Rachid Hachichi, président-directeur général du groupe national Sonatrach, précise un communiqué de la Présidence.
Cette audience a permis d'échanger sur les perspectives de coopération énergétique entre l'Algérie et le géant américain, notamment dans les domaines de l'exploration, du transfert de technologies et du renforcement des capacités locales. Selon des sources proches du dossier, Chevron manifeste un intérêt croissant pour le marché algérien, dans un contexte mondial marqué par la recherche de sources d'approvisionnement sécurisées et de projets à faibles émissions de carbone.
Dans une brève déclaration à la presse à l'issue de l'audience, Joe Cook, vice-président chargé du développement commercial chez Chevron, a indiqué qu'un accord préliminaire avait été signé avec l'Algérie.
« J'ai eu l'honneur d'être reçu par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en présence du ministre de l'Énergie et du PDG de Sonatrach. Cette rencontre nous encourage, car elle est conforme à l'accord préliminaire signé auparavant, et elle ouvre la voie à l'ouverture de discussions et au lancement du travail conjoint. Nous avons senti un réel intérêt pour la poursuite de ces échanges », a-t-il déclaré.
Cette rencontre marque une étape importante dans le rapprochement entre l'Algérie et les majors américaines, et pourrait déboucher sur de nouveaux accords d'investissement dans les mois à venir, notamment dans le Sud du pays, où les potentialités gazières restent largement inexploitées.

FORUM ARABE POUR L'ÉGALITÉ

L'Algérie réaffirme son engagement en faveur de la justice sociale

Synthèse R E.

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé hier au Centre international des conférences «Abdelatif Rahal » à Alger, la cérémonie d'ouverture de la 4 édition du Forum arabe pour l'égalité. Organisé en partenariat avec la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (CESAO – ESCWA), cet événement constitue un espace de dialogue stratégique autour des politiques publiques de réduction des inégalités dans le monde arabe.
Dans son allocution d'ouverture, M. Larbaoui a souligné l'importance cruciale de ce forum en tant que tribune de réflexion collective pour bâtir des sociétés résilientes, inclusives et équitables. Il a insisté sur la nécessité de renforcer les partenariats internationaux en faveur d'une protection sociale durable, en mettant l'accent sur les catégories vulnérables. Le Premier ministre a mis en avant les réformes profondes engagées par l'Algérie sous l'impulsion du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, réaffirmant l'attachement de l'État à son caractère social, inscrit dans la Déclaration du 1er Novembre 1954 et consolidé par la Constitution de 2020. Il a rappelé que ces réformes visent à garantir l'égalité d'accès aux services essentiels, à l'emploi et à l'investissement, tout en protégeant le pouvoir d'achat et en soutenant les franges les plus fragiles de la société.
Le Premier ministre a exposé les grandes lignes de la politique algérienne de protection sociale, articulée autour de quatre axes majeurs, à savoir le renforcement du caractère social de l'État, avec des programmes d'accès au logement, à l'eau, au gaz, à l'électricité, à la sécurité alimentaire et à un cadre de vie digne, en faveur notamment des personnes âgées et des personnes en situation de handicap ; l'élargissement de la couverture sociale, à travers des dispositifs novateurs comme l'allocation chômage, l'allongement du congé maternité à cinq mois, et l'appui aux familles productives ; la solidarité intergénérationnelle et sociale, par un système de redistribution fondé sur la contribution des actifs, visant à soutenir les plus démunis et à réduire les écarts socio-économiques et enfin la transformation numérique des services sociaux, via la stratégie nationale «Vers une Algérie numérique », pour garantir une meilleure accessibilité et efficacité des dispositifs de protection.
Par ailleurs, Larbaoui a également appelé à intensifier le dialogue entre responsables politiques, experts et acteurs de la société civile autour des questions d'égalité et de non-discrimination, considérées comme des fondements essentiels des droits humains. Il a réaffirmé la disponibilité de l'Algérie à partager son expérience avec les pays frères et partenaires.
En matière de coopération internationale, le Premier ministre a mis en exergue l'engagement constant de l'Algérie en faveur de la solidarité Sud-Sud, en particulier avec les pays africains et arabes, dans les domaines clés de l'éducation, de la santé et des infrastructures. Il a également plaidé pour un accès équitable aux financements, aux technologies et aux vaccins.
Placé sous le thème « Dialogue et solutions », le forum mettra en lumière les capacités des systèmes de protection sociale à réduire les inégalités, à travers l'échange d'expériences entre les pays arabes et l'identification des meilleures pratiques internationales.

DÉVELOPPEMENT DU TOURISME

La valorisation des ressources humaines est «indispensable»

Par R E.

La valorisation des ressources humaines, y compris la formation des inspecteurs du tourisme, "est indispensable" pour le développement et la modernisation du secteur, lequel doit s'adapter aux nouveaux défis et progrès, ont souligné lundi les participants à un Séminaire régional de formation qui se tient à Bouira. Au 2ème jour du séminaire ouvert lundi au Centre national de sport et de loisir de Tikjda (CNSLT), au nord-est de Bouira, les intervenants ont mis l'accent sur l'importance de sensibiliser les inspecteurs du tourisme sur les différents aspects liés notamment aux procédés d'inspection d'infrastructures hôtelières, aux mécanismes de vulgarisation du potentiel touristique par les applications numériques, et ceux liés aux moyens de sécurité. Intervenant à l'occasion, M. Abdelaziz Madoui, directeur de la formation au ministère du Tourisme et de l'Artisanat, a souligné que "l'Algérie recèle un important patrimoine culturel, religieux, historique et naturel qui lui permet de devenir une destination touristique privilégiée, mais cela nécessite une valorisation des ressources humaines à travers notamment ce genre de formations".
Dans sa communication, intitulée "L'importance de la formation et de l'amélioration du niveau pour assurer une meilleure qualité de service touristique", l'orateur a insisté sur la nécessité pour les 46 inspecteurs concernés par la formation (issus de 20 wilayas des Hauts-Plateaux) "d'élargir leurs compétences et connaissances en matière de communication et de langues, ainsi qu'en termes de maîtrise de techniques organisationnelles et administratives et de marketing". Pour Mme. Maten Naima, vice-directeur de l'organisation et des affaires juridiques au ministère du Tourisme et de l'Artisanat, "le secteur, moteur du développement économique, social et culturel dans notre pays, ne pourra pas atteindre ses objectifs sans une organisation juridique claire et globale". Au cours de la conférence, l'intervenante a fait savoir qu'il existe six textes de lois régissant le secteur du tourisme, à savoir, la loi n 01-99 du 6 janvier 1999, relative à l'hôtellerie, ainsi que la loi 99-06 du 4 avril 1999 qui définit les règles qui régissent les activités des agences de tourisme et de voyages. D'autres thèmes liés notamment au volet marketing touristique seront abordés lors de ce séminaire régional qui se clôturera mercredi.

DÉVELOPPEMENT DE L'INVESTISSEMENT INDUSTRIEL

L'importance des microentreprises soulignée

Les participants à une journée d'étude organisée, mardi à Aïn Temouchent, ont souligné l'importance des microentreprises dans le développement de l'investissement industriel, à travers la création de richesses et la génération d'emplois. Le Directeur régional du commerce et de la promotion des exportations d'Oran, Abdelatif Aïchaoui, a mis en avant, lors de cette rencontre consacrée au soutien des microentreprises dans le développement de l'investissement industriel et des services, que "l'Etat a mis en place des mécanismes juridiques, ainsi qu'un accompagnement financier et technique pour encourager la création de ce type d'entreprises, en raison de leur rôle important dans le renforcement de l'économie nationale, l'augmentation des recettes fiscales locales et la création d'emplois". De son côté, Boualem Moussi, représentant de l'Agence nationale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) à Aïn Temouchent, a rappelé les divers dispositifs d'incitation mis en place pour la création d'entreprises, et également pour l'extension des projets d'investissement, aussi bien pour les bénéficiaires précédents de l'appui de l'agence que pour les porteurs de projets n'ayant pas encore bénéficié de financements spécifiques de ce dispositif.
Il a également souligné l'importance des centres de développement de l'entrepreneuriat créés au sein des universités, qui sont actuellement en cours de généralisation dans les instituts et centres de formation professionnelle. Ces structures permettent aux jeunes porteurs de projets de bénéficier d'une formation spécialisée en entrepreneuriat et en gestion efficace de leurs projets d'investissement, a-t-il appuyé. Par ailleurs, Ryad Kheddam, secrétaire de la Chambre de commerce et d'industrie de la wilaya d'Aïn Temouchent, a insisté sur le rôle d'accompagnement de son institution, notamment à travers l'organisation de sessions de formation spécialisées sur la gestion des microentreprises, les techniques de promotion des produits industriels, ainsi que les méthodes de marketing, encadrées par des spécialistes du domaine. Cette rencontre, organisée par la Chambre de commerce et de l'industrie locale, a réuni des opérateurs économiques, des investisseurs, ainsi que des représentants de secteurs liés tels que les Douanes, la formation et l'enseignement professionnels, ainsi que la maison de l'entrepreneuriat de l'université Belhadj Bouchaib d'Aïn Temouchent.